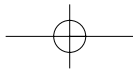


LA FACE CACHÉE DE LA RÉVOLUTION ORANGE : L'UKRAINE EN NÉGATION FACE À SON PROBLÈME RÉGIONAL

DOMINIQUE AREL

Chaire d'études ukrainiennes, Université d'Ottawa (darel@uottawa.ca)

RÉSUMÉ : La Révolution orange de 2004, une mobilisation populaire sans précédent pour contester la falsification d'une élection présidentielle, a révélé un clivage régional important entre un Centre-Ouest massivement favorable à l'éventuel vainqueur, Viktor Iouchtchenko, et un Sud-Est appuyant tout aussi massivement le candidat du régime, Viktor Ianoukovitch. Les élections parlementaires de 2006 ont reproduit cette polarisation géographique. Pour l'auteur, cette césure a des racines identitaires plutôt qu'économiques dans la mesure où les facteurs linguistiques et ethniques sont examinés au moyen de catégories non traditionnelles. La consolidation multigénérationnelle d'une structure biethnique au Sud-Est, l'utilisation de la langue comme symbole d'une perspective régionale ancrée dans l'histoire et l'aspiration des élites à une inclusion plutôt qu'à une séparation d'avec le Centre sont autant de clés nous permettant de mieux saisir une problématique régionale en Ukraine que les élites orangistes tendent à nier.

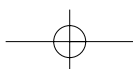


La Révolution orange a empêché le vol d'une élection présidentielle. L'immense mobilisation populaire, jumelée à l'absence de violence, a captivé l'opinion internationale et, contre toute attente, remis en question l'inéluctabilité de la restauration autocratique dans la région ex-soviétique. Les partis de la mouvance « orange » ont depuis fait preuve d'une incapacité à travailler ensemble, produisant des gouvernements divisés et, finalement, un divorce entre le président Iouchtchenko, en coalition depuis août 2006 avec Viktor Ianoukovitch, son rival de 2004, et la charismatique Ioulia Timochenko, retrouvant les barricades de l'opposition. L'Ukraine post-Orange titube, mais c'est une Ukraine qui s'articule autour d'une contestation permanente du pouvoir : entre les partis politiques, entre le président et le premier ministre, entre l'exécutif et le législatif et entre le centre et les régions. C'est ce pluralisme politique qui, en dépit de sa volatilité, donne tout son sens au terme de « révolution » attaché aux événements de l'automne 2004. La nature du régime politique s'est véritablement transformée en Ukraine et le contraste avec la Russie est plus fort que jamais.

L'Ukraine, cependant, a son talon d'Achille, incarné par le facteur régional. Tout État, particulièrement lorsqu'il est de taille imposante, doit gérer une certaine tension entre le centre, où le pouvoir du gouvernement est concentré, et la périphérie, qui se distingue souvent selon des critères identitaires, économiques ou historiques (et, le plus souvent, suivant une certaine combinaison des trois). La particularité de l'Ukraine est que cette périphérie peut englober pratiquement la moitié du pays à la suite d'élections charnières.

La Révolution orange a révélé une Ukraine géographiquement polarisée où le candidat victorieux, Viktor Iouchtchenko, a récolté des majorités écrasantes dans dix-sept territoires contigus du Centre-Ouest, alors que le candidat défait, Viktor Ianoukovitch, obtenait d'énormes majorités dans dix territoires limitrophes du Sud-Est. La même dynamique s'est répétée lors des élections parlementaires de mars 2006, lorsque les partis associés à Iouchtchenko et à son ex-Premier ministre Timochenko ont balayé leurs adversaires dans le Centre-Ouest tandis que le Parti des régions de Ianoukovitch faisait de même dans le Sud-Est. Dans les deux cas, en 2004 comme en 2006, les proportions ont été équivalentes : un peu plus des 4/5e des citoyens ukrainiens du Centre-Ouest ont appuyé des candidats ou partis associés à la Révolution orange pendant que 4/5e des électeurs du Sud-Est votaient contre¹.

1. En décembre 2004, Iouchtchenko a obtenu 81 % des voix dans les dix-sept territoires du Centre-Ouest, contre 16 % pour Ianoukovitch. Dans les dix territoires du Sud-Est, Ianoukovitch a écrasé Iouchtchenko – 76 % contre 19 %. Données compilées à partir des résultats officiels de l'élection disponibles sur le site de la Commission électorale centrale d'Ukraine (www.cvk.gov.ua). En mars 2006, les partis dans la mouvance de la Révolution orange ont récolté 65 % des suffrages dans le Centre-Ouest, contre 12 % pour le Parti des



La question régionale est un sujet tabou dans les officines du pouvoir présidentiel. Les « Orangistes », qu'ils soient directement associés au gouvernement ou impliqués dans la société civile, refusent généralement d'accorder une légitimité à cette polarisation géographique. Cette négation du problème s'explique par leur incapacité à distinguer les revendications des régions anti-Orange – où la langue russe prédomine de façon quasi-hégémonique – des ambitions de la Russie. Le discours public en Russie se complaît, il est vrai, à mettre l'accent sur les « deux Ukraine » afin de miner la crédibilité de la Révolution orange. Dans cette approche manichéiste, l'Ukraine anti-Orange, russophone et russophile, symbolise l'Ukraine authentique opposée à une Ukraine orange manipulée par des forces externes (les États-Unis) soucieuses d'arracher le pays à son giron historique russe.

Les Orangistes tombent dans le panneau en associant toute doléance à teneur autonomiste à une menace « séparatiste » et une manipulation orchestrée par Moscou. Dans cette optique typiquement instrumentaliste, ce que les élites anti-Orangistes font en réalité est de cyniquement attiser des conflits régionaux que les Orangistes présentent comme éloignés des aspirations de leur électorat. Le résultat est une absence de politique en ce qui concerne le problème régional, un déni qui pourrait avoir de très sérieuses conséquences, non pas pour l'intégrité territoriale du pays puisque les habitants des régions anti-Orange, hormis la Crimée, se définissent en majorité comme « Ukrainiens », mais pour l'intégrité politique de l'Ukraine, c'est-à-dire sa capacité de transformer les acquis de la Révolution orange en un État réformateur fort axé sur le pluralisme, la transparence et le respect du droit, trois ingrédients essentiels pour franchir le seuil de l'Europe. La force d'un État, toutefois, ne découle pas de son degré de centralisation du pouvoir politique.

(suite de la note 1) régions et ses alliés. Dans le Sud-Est, les partis anti-Orange ont matraqué les Orangistes – 60 % contre 14 % (KHMELKO, 2006). Si l'on ne tient compte que du vote des partis ayant franchi le seuil minimum pour une représentation parlementaire – le Bloc Timochenko et « Notre Ukraine » dans le camp Orange, le Parti des régions et le Parti communiste dans le camp anti-Orange –, la proportion des voix dans le Centre-Ouest a été identique en 2006 à celle de 2004 (84 % en faveur des pro-Orange, contre 16 % anti-Orange) et quasi identique dans le Sud-Est (81 % d'anti-Orange en 2006, 80 % en 2004). En 2004, un petit pourcentage des électeurs se sont prononcés contre les deux candidats finalistes. C'est pourquoi, au Centre-Ouest, les résultats combinés de Iouchtchenko et Ianoukovitch n'atteignent que 97 % (81 + 16). À des fins de comparaison avec les résultats d'une élection parlementaire à la proportionnelle où les votes contre tous les partis ne comptent pas, les 3 % du vote négatif sont éliminés, nous permettant ainsi d'affirmer que Iouchtchenko, en 2004, a obtenu 84 % du vote qui compte au Centre-Ouest. En 2006, le Parti socialiste s'est d'abord présenté comme pro-Orange, avant de virer de bord en juillet. Ses résultats parlementaires (8 % au Centre-Ouest, 3 % au Sud-Est, ne sont pas inclus dans la comparaison).

La France a inventé, depuis sa Révolution, un modèle de « construction nationale » (*state-building*) imposé par le centre. Ce modèle continue de fasciner les élites nationalistes à travers le monde et, très certainement, celles issues de la Révolution orange. Pourtant, il constitue en fait une exception dans le développement étatique de l'ère moderne. La tendance lourde, particulièrement au cours des dernières décennies, a plutôt été de composer avec une diversité régionale durable, pour le meilleur (démocraties plurinationales) ou pour le pire (conflits violents). Quinze ans après l'indépendance de l'Ukraine et douze ans après la polarisation géographique des élections présidentielles de 1994, il devrait commencer à être clair que le modèle de conscientisation nationale par le haut est tout aussi erroné en Ukraine qu'il l'a été dans les pays sortant de la colonisation dans les années 1950-1960. Le facteur régional peut, bien entendu, être manipulé de l'extérieur pour servir les intérêts des États dans leurs luttes d'influences, comme la guerre au Liban de l'été 2006 nous l'a rappelé une fois de plus. Mais il n'en perd pas pour autant une valeur intrinsèque. Il doit être pris au sérieux, à la fois par les élites nationales et par les chercheurs.

Cet article s'interroge sur la particularité du régionalisme en Ukraine à l'aune de ce que nous a enseigné une littérature abondante qui s'est développée depuis une dizaine d'années. La plus grande partie de cette littérature repose sur des sondages d'opinion généralement effectués au niveau national par des instituts de sondage de réputation internationale et parfois auprès d'un échantillon local. Quelques textes marquants sont aussi le fruit d'une enquête anthropologique. Les données d'enquêtes de l'Institut international de sociologie de Kiev (*Kyivs'kij Mižnarodnij Institut Sociologij* – KMIS, KIIS en anglais) sont les plus fréquemment citées dans ce passage en revue critique en raison de la grande visibilité de cet Institut dans les sondages sur les orientations politiques. À une exception près, lors du dernier tour de l'élection présidentielle de 1994, les sondages effectués par le KIIS à la sortie des bureaux de vote sont toujours parvenus à prédire, à l'intérieur d'une marge d'erreur statistique, les résultats des élections parlementaires ou présidentielles en Ukraine². L'auteur de ces lignes, mais aussi certains de ses critiques dans la littérature sur le régionalisme, a eu la possibilité de fonder ses analyses sur des données rassemblées par le KIIS.

La thèse avancée ici est la suivante. L'Ukraine est polarisée régionalement selon la langue que les électeurs préfèrent parler à l'intérieur de régions dotées de structures ethniques distinctes opposant l'homogénéité, d'un côté, à la biethnicité, de l'autre. L'orientation politique qui divise

2. Lors du deuxième tour des élections présidentielles de 2004, ces sondages, qui prévoyaient la victoire de Iouchtchenko, ont joué un rôle décisif pour légitimer la mobilisation populaire contre le résultat frauduleux annoncé par la Commission électorale centrale de l'Ukraine.

l'Ukraine est un « facteur russe » à deux dimensions, touchant à la fois le statut officiel de la langue russe et le type de relations que l'Ukraine devrait entretenir avec la Russie. La division territoriale de l'Ukraine est un phénomène durable mais qui repose sur des revendications d'inclusion plutôt que de sécession.

1. RÉGIONALISME ET POLITIQUE

Le régionalisme fait partie du paysage de toute communauté politique. La moindre contrée s'enorgueillit de ses caractéristiques propres comme l'enseignent les expressions populaires. En vieux français, à une époque prémoderne où les identités étaient surtout locales, un « pays » se référait à ce qu'on appellerait à présent une région. Même aujourd'hui, l'expression « être en pays de connaissance » n'a pas de connotation étatique. Toutefois, ce qui nous intéresse ici n'est pas la présence d'une certaine culture régionale, tout aussi naturelle que la présence d'une culture rurale, mais le régionalisme en tant que facteur de division politique. Comme le régionalisme par définition est territorial, notre objet d'étude porte ainsi sur les communautés politiques divisées territorialement.

La division territoriale peut s'opérer à trois niveaux. Le niveau qui constitue l'élément déclencheur de notre réflexion est celui du clivage électoral. Tel que mentionné précédemment, l'élection décisive de la Révolution orange ainsi que les élections parlementaires de 2006 ont géographiquement scindé le pays en deux et d'une manière très polarisée. L'Ukraine a connu quatre élections présidentielles depuis l'indépendance et deux d'entre elles, celles de 1994 et 2004, ont provoqué une division géographique frappante. Il s'agissait des deux cas où un challenger l'a emporté sur un politicien en exercice – Koutchma en 1994 et Iouchtchenko en 2004³. Les élections parlementaires, cependant, n'avaient jamais dissocié le pays jusqu'à celle de 2006, bien que les partis politiques soient toujours demeurés des formations régionales incapables d'aller chercher des appuis pan-nationaux.

Le deuxième niveau est celui des orientations politiques. Il ne s'agit pas ici de l'appui à un parti politique ou à un candidat précis, qui est l'apanage du clivage électoral que nous venons d'évoquer, mais plutôt d'opinions sur les grandes questions préoccupant une société. Un enjeu majeur dans les sociétés démocratiques est le rôle de l'État dans l'activité économique. Comme l'URSS avait, à toute fin utile, éliminé le secteur privé de l'éco-

3. En 1994, le Président Kravtchouk avait organisé des élections présidentielles anticipées et convoitait un deuxième mandat. En 2004, le Président Koutchma, déjà élu deux fois, était contraint par la Constitution de se retirer. Son dauphin, Viktor Ianoukovitch, était « en exercice » en tant que Premier ministre.

nomie légale, le développement de l'économie de marché constitue une des questions controversées de la politique postcommuniste en Ukraine. L'électorat, bien évidemment, n'est pas homogène dans son évaluation des transformations économiques et toutes les études sérieuses, fondées sur des sondages représentatifs, s'entendent sur un point : la variation des orientations économiques de l'opinion publique ne suit pas un tracé régional. Chaque région est divisée à propos des vertus du marché mais les opinions ne sont pas équilibrées puisque le scepticisme, sinon le rejet, l'emporte partout (Kubicek, 2000 ; Malanchuk, 2005). L'évaluation par un électeur de sa propre condition économique tend à être négative à travers tout le pays, que ce soit en zone rurale ou industrielle. Ce qui divise territorialement les citoyens ukrainiens est, en fait, une dimension culturelle que l'on pourrait appeler le « facteur russe ».

Le troisième niveau a trait à la mobilisation politique. La Révolution orange nous a montré l'image d'une société civile en plein soulèvement politique (Tucker, 2005). Cependant, les manifestants sur le Maïdan, la grand-place de la capitale, provenaient de façon écrasante des régions du Centre-Ouest et de manière disproportionnée des provinces de l'Ouest annexées pendant la Deuxième Guerre mondiale (Arel, à paraître). Au Sud-Est, pendant ce temps, aucune manifestation importante n'a été signalée. Si les anti-Orange ont continué de manifester leur opposition dans l'isolement, ils sont par la suite restés chez eux. Nous avons donc assisté à une remarquable division régionale sur le plan de la mobilisation populaire, mais une division asymétrique mettant en contraste activisme et passivité.

Quant aux partis politiques, l'autre dimension-clé de la mobilisation politique, ils n'ont guère été des vecteurs d'organisation et d'aggrégation des intérêts lors de la première décennie suivant l'indépendance. L'Ukraine n'avait que deux vrais partis, le Parti communiste ukrainien, implanté à l'Est, et le *Rukh*, un parti nationaliste, enraciné à l'Ouest⁴. Néanmoins, le vote au Sud-Est était dans les faits divisé entre communistes et sans-partis, ces derniers joignant par la suite des factions parlementaires éphémères et proches du pouvoir présidentiel. Quant au *Rukh*, il se scinda en deux à la fin des années 1990 et perdit de son éclat. Ce n'est qu'avec l'introduction d'un système électoral à la proportionnelle pure, en 2006, que l'on commence à assister à une division régionale systématique du jeu parlementaire des partis. Le Parti des régions, autrefois confiné aux provinces minières du Donbass, parle désormais au nom de toutes les provinces anti-Orange qui

4. L'intelligentsia ukrainienne est allergique au terme « nationaliste » en raison du discrédit que la propagande soviétique, qui réduisait le nationalisme à l'extrémisme et à l'incitation à la violence, a jeté sur lui. Les chercheurs s'entendent cependant pour définir le nationalisme, non pas comme une méthode d'action politique, mais comme un principe de légitimité politique (GELLNER, 1983 ; BRUBAKER, 1996).

lui ont donné d'écrasantes majorités. Son seul compétiteur, un Parti communiste au bord de l'extinction, a recueilli treize fois moins de suffrages⁵. Dans la zone Orange, au Centre-Ouest, la lutte a essentiellement lieu entre « Notre Ukraine », le parti de Iouchtchenko, et le Bloc Ioulia Timochenko, avec une petite représentation du Parti socialiste d'Oleksandr Moroz dans les zones rurales. La proportionnelle pure a donc conduit à ce qui faisait défaut jusqu'ici : une polarisation territoriale dans l'organisation des partis ayant franchi le seuil de l'arène parlementaire.

Il incombe, à ce stade, de clarifier ce que nous entendons par province, territoire et région. Une province est la plus grande division administrative d'un pays. L'appellation varie selon les cas : oblast en Ukraine (une terminologie soviétique), département en France, province au Canada, État aux États-Unis et ainsi de suite. L'Ukraine compte 24 provinces ainsi qu'une République autonome de Crimée et deux villes ayant un statut distinct (villes de subordination républicaine), soit Kiïv, la capitale, et Sevastopol, qui abrite le port de la flotte de la mer Noire, loué à la Russie. Puisque trois des 27 plus grandes unités administratives de l'Ukraine ne sont pas formellement des provinces, nous avons recours au terme plus général de territoire pour les décrire dans leur ensemble. Une région, quant à elle, est un référent géographique qui très souvent ne correspond pas à un découpage administratif, ce qui est le cas en Ukraine. Les statistiques ukrainiennes, tout comme les résultats électoraux officiels, ne regroupent les 27 unités administratives que par ordre alphabétique⁶. La pratique était la même sous le régime soviétique. Officiellement, les « régions » n'existent pas. Or puisque les orientations politiques, le comportement électoral, les structures économiques, la composition ethnique, la langue parlée et l'expérience historique ont tous une certaine particularité régionale, dépassant la fragmentation territoriale officielle, notre défi est de rechercher la façon la plus optimale de regrouper ces territoires en ensembles régionaux. Il faut donc bien s'entendre sur un point : les régions ukrainiennes sont des constructions académiques, conçues à des fins d'analyse. Le découpage régional ne repose pas pour autant sur l'arbitraire mais sur une démonstration de son utilité à saisir les dynamiques de la division politique en Ukraine.

5. Un parti d'extrême-gauche, le « Bloc Natalia Vitrenko », a obtenu plus de voix (6 %) que le Parti communiste (4 %) dans le Sud-Est mais n'est pas entré au Parlement parce que son score national était inférieur à 3 %. En juillet 2006, selon un sondage du KIIS, le Parti des régions obtenait à lui seul 77 % des suffrages dans le Sud-Est de l'Ukraine, contre 4 % pour le Parti communiste et moins de 1 % pour Vitrenko ; voir *Elektoral'ni namiry vybortsv Ukraïny: v razı pozačerhovykh vyboriv do Verkhovnoi Rady* (Les intentions des électeurs ukrainiens en cas d'élections parlementaires anticipées) sur le site <http://kiis.com.ua>

6. Avec deux variations mineures : la République autonome de Crimée apparaît toujours en premier, suivie des 24 provinces par ordre alphabétique et des deux villes à statut spécial.

Une première manière de regrouper les territoires en régions correspond à la césure électorale actuelle. D'un côté, les 10 territoires anti-Orange ; de l'autre, les 17 pro-Orange. Cette division est généralement présentée comme suivant un axe Est-Ouest bien que, géographiquement, elle pourrait aussi ressembler à une dichotomie Nord-Sud. Iouchtchenko l'a emporté en 2004 en partie parce que l'Ouest jouit d'un léger avantage démographique et que son taux de participation est un peu plus élevé qu'à l'Est⁷. Mais la division n'est pas qu'électorale. Cinq des provinces de l'Est, le cœur de l'industrie, ont des taux d'urbanisation de très loin supérieurs à la moyenne nationale alors que, à l'Ouest, plus des deux cinquièmes de la population résident en zone rurale. Plus de 80 % des Russes vivent à l'Est. L'Est préfère parler russe à plus de 80 %, l'Ouest préfère parler ukrainien à peu près dans la même proportion. Historiquement, tous les territoires de l'Ouest ont appartenu à un certain moment à l'État polono-lituanien, alors qu'aucun n'a été sous sa gouverne à l'Est. Selon des critères économiques, culturels, historiques et électoraux, l'Est se distingue nettement de l'Ouest.

Les chercheurs s'entendent, toutefois, sur le fait que cette catégorisation régionale binaire cache, en réalité, des particularités régionales importantes à l'intérieur de chaque zone. Le débat porte sur le nombre et la délimitation de ces régions comme outil d'analyse. La plupart des études sur le régionalisme ukrainien optent pour une division autour de quatre axes géographiques : Ouest, Centre, Sud, Est. L'auteur de ces lignes a d'abord proposé un tel schéma (Arel, 1991) puis, à la lumière de résultats électoraux intrigants, a scindé la région du Centre en Centre-Ouest et Centre-Est pour parvenir à une Ukraine à cinq régions (Arel & Khmelko, 1996). Barrington et Herron (2004), quant à eux, soutiennent que, statistiquement, les variations régionales sont les plus significatives lorsque l'Ukraine est divisée en huit régions. Qu'en est-il ?

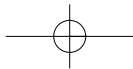
À plusieurs égards, il ne fait nul doute que la Galicie, composée des provinces de Lviv, Ivano-Frankivsk et Ternopil, forme une région distincte. Territoire sous domination sociale polonaise pendant près de cinq cents ans, la Galicie a été le théâtre de la mobilisation nationale ukrainienne entre 1870 et 1940 (Himka, 1988 ; Magosci, 2002) et, de nouveau, à la fin des années 1980

7. 52 % de la population en âge de voter réside au Centre-Ouest, contre 48 % au Sud-Est (données compilées à partir des échantillons du KIIS). Le taux de participation lors du dernier tour de scrutin de l'élection présidentielle de 2004 était de 77 %. La moyenne était légèrement plus élevée au Centre-Ouest – 79 % – en raison d'un taux de participation frisant les 85 % dans cinq provinces de l'Ouest, alors que celui du Sud-Est était d'environ 75 % en dépit d'un très fort taux (84 %) dans les deux provinces du Donbass. Le taux de participation dans le Donbass a été frauduleux au deuxième tour (94 % !) mais pas au tour final. Données recueillies sur le site de la Commission électorale centrale de l'Ukraine (www.cvk.gov.ua).

(Birch, 1995). Elle se distingue par son héritage religieux (l'Église uniato, catholique de rite orthodoxe, propre à la région) et par le fait que sa capitale, Lviv, est la seule ville importante d'Ukraine où la langue ukrainienne prédomine nettement. La Galicie a été rattachée à l'URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale, à l'instar des régions voisines de Volhynie (provinces de Volyn et Rivne), Bucovine (province de Černivci) et Transcarpatie (province de Zakarpattia). Toutes ces régions ont en commun d'avoir appartenu à des zones politiques autres que la Russie impériale ou l'URSS à l'ère moderne : polonaise pour la Volhynie (avant la Partition de la Pologne et après la Première Guerre mondiale) et la Galicie, autrichienne et roumaine pour la Bucovine, hongroise et tchécoslovaque pour la Transcarpatie. En raison de cette filiation historique, elles sont les seuls territoires de l'Ukraine à avoir connu des élections parlementaires contestées pendant plusieurs décennies avant leur période soviétique.

C'est précisément pour cette raison que ces régions se démarquent clairement du reste du pays, soutient Sarah Birch (2000), puisque leur tradition électorale a implanté une culture politique distincte qui a survécu à cinquante ans de soviétisme. Cette tradition porte les partis à s'organiser selon le critère ethnique. La Galicie a vécu des élections entre 1873 et 1938 et le clivage principal expliquant le comportement électoral a toujours été la nationalité (ethnicité). En d'autres termes, les Ukrainiens votaient pour des partis « ukrainiens ». Durant l'entre-deux-guerres, lorsqu'un clivage de classe s'est manifesté sous la pression d'un modèle soviétique aux frontières, les partis socialistes galiciens se sont néanmoins divisés selon le critère ethnique : ukrainien ou polonais. Aucun parti important n'est parvenu à surmonter cette division. Le même phénomène s'est produit en Volhynie et commençait à se renforcer en Bucovine et Transcarpatie, territoires politiquement moins développés et où « l'Autre » ethnique n'était pas polonais, mais roumain et hongrois. Cette tendance forte à voter en bloc pour un parti jouant la carte nationale est réapparue lors des premières élections parlementaires contestées de l'URSS en 1990 et de l'Ukraine indépendante en 1994 où le mouvement nationaliste *Rukh* s'est imposé en Galicie et, dans une moindre mesure, en Volhynie, obtenant pratiquement les deux tiers de ses députés dans ces deux régions ex-polonaises (Arel, 1991 ; Arel & Wilson, 1994). Depuis, la Galicie et la Volhynie ont toujours voté en bloc aux élections ukrainiennes, atteignant un summum lors de la Révolution orange où le vote pour Iouchtchenko a frôlé les 95 % en Galicie et les 90 % en Volhynie.

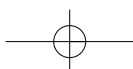
S. Birch se fonde sur ce facteur historique de culture politique pour regrouper les sept territoires annexés lors de la dernière guerre en une seule région : l'Ukraine de l'Ouest. L. Barrington et E. Herron préfèrent mettre l'accent sur ce qui distingue la Galicie en particulier, scindant l'Ouest en trois régions. En faisant un sondage sur la distanciation eth-



nique, soit la perception qu'une personne interrogée a d'un « Autre » défini ethniquement, les auteurs se sont rendu compte que les provinces de Bucovine et de Transcarpatie ont, statistiquement, davantage en commun avec les provinces du Sud et de l'Est qu'avec les autres provinces de l'Ouest. Une question ultérieure (Barrington & Faranda, 2006) sur le degré d'attachement à la Russie a, en plus de détacher la Volhynie de la Galicie et de la rapprocher des provinces agricoles du Centre, produit les mêmes résultats. La relation de l'Ukraine à la Russie est l'orientation politique la plus déterminante du comportement électoral en Ukraine comme nous allons le voir plus loin. L'étude de L. Barrington et R. Faranda indique que cette orientation se divise en trois grands blocs géographiques : elle est hostile en Galicie, ambivalente en Volhynie et au Centre et favorable au Sud et à l'Est, ainsi qu'en Bucovine et Transcarpatie que les auteurs appellent « Sud-Ouest ».

Cette division tripartite de l'Ouest s'explique probablement par une structure identitaire distincte. Les Ukrainiens de Volhynie tendent à être orthodoxes plutôt que gréco-catholiques comme en Galicie, ce qui les rapproche des Russes. D'autre part, l'« Autre » ethnique en Volhynie, tout comme en Galicie, était Polonais ou Juif et a disparu à la suite des déportations et des massacres de la Deuxième Guerre mondiale, cédant sa place à l'Autre russe. La Bucovine et la Transcarpatie, quant à elles, ont conservé jusqu'à ce jour de fortes minorités non russes (roumaine et hongroise) en leur sein, ce qui pourrait avoir pour effet de réduire le clivage ethnique avec l'Autre russe. De surcroît, un mouvement national « Rusyn », pour qui l'« Autre » est Ukrainien, s'est développé en Transcarpatie. À cet égard, il ne fait nul doute que le Sud-Ouest et la Volhynie ont des caractéristiques distinctes de la Galicie.

Ceci dit, il convient de clarifier l'objet de notre exercice de catégorisation régionale en Ukraine. Nous nous intéressons au régionalisme comme facteur de détermination de la vie politique. Ce facteur, comme nous l'avons expliqué précédemment, peut se manifester au niveau des orientations politiques, du comportement électoral ou de la mobilisation politique. L. Barrington et ses co-auteurs se concentrent sur les orientations politiques mais le rapport entre celles-ci et le vote et l'organisation des partis n'est pas linéaire. L'hostilité envers la Russie ressentie en Galicie s'est manifestée par la création d'un mouvement nationaliste fort. L'ambivalence que l'on retrouve en Volhynie n'a pas pour autant conduit à la formation d'un parti distinct et moins tranché face à la Russie. L'enjeu de notre catégorisation régionale est précisément d'expliquer le vote et le jeu des partis. C'est pourquoi, au bout du compte, l'argument de S. Birch sur la culture politique commune des sept provinces de l'Ouest nous semble plus convaincant. La Bucovine et la Transcarpatie, tout aussi russophiles qu'elles puissent être dans leurs orientations, penchent nettement du côté de la Galicie lors des

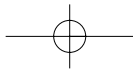


élections⁸. Les partis nationalistes ukrainiens sont toujours parvenus à pénétrer ces deux provinces depuis seize ans, mais jamais celles du Sud. De même, l'orientation électorale a toujours rapproché la Volhynie de la Galicie. Dans l'arène politique, l'Ukraine de l'Ouest forme une zone à part.

La deuxième grande région est celle du Centre, le grenier agricole de l'Ukraine, s'étendant des deux côtés de la rivière Dnipro et incluant la capitale Kiïv. Les élections présidentielles de 1994 ont causé une surprise lorsque le challenger, Leonid Koutchma, est parvenu à l'emporter sur le président sortant, Leonid Kravtchouk, en raflant les trois provinces agricoles de la Rive gauche du Dnipro. Puisque la Rive gauche a été incorporée à l'Empire russe un siècle et demi avant la Rive droite, qui est restée sous la domination de la Pologne (jusqu'à la partition des années 1790), cette division entre Rive gauche (ou Centre-Est) et Rive droite (ou Centre-Ouest), cette dernière comprenant six provinces et la capitale semblait indiquée. À partir de 2002, toutefois, le comportement électoral des deux Rives s'est considérablement rapproché tout comme, selon Barrington, leurs orientations politiques sur la question russe.

Le cœur de l'Est est le Donbass, la première zone industrialisée de l'Empire russe et, jusque dans les années 1960, la grande région minière de l'Union soviétique, rendue célèbre par le stakhanovisme, une campagne d'émulation où des ouvriers de l'industrie étaient glorifiés pour avoir prétendument atteint des normes de productivité irréelles. Le Donbass, formé des provinces de Donetsk et Luhansk, est aussi la région d'Ukraine ayant la plus forte concentration de citoyens de nationalité russe, hormis la Crimée. Sur le plan électoral, il ne fait nul doute que le Donbass se nourrit d'une culture politique distincte, au même titre que la Galicie, puisque les seuls partis politiques durables qu'ont connus l'Est et le Sud de l'Ukraine depuis l'indépendance se sont développés à partir de cette région : le Parti communiste ukrainien, d'abord, qui avait fait sensation lors des parlementaires de 1994 mais qui est maintenant en voie de disparition ; et le Parti des régions qui a connu un succès régional phénoménal aux parlementaires de 2006. Le Donbass, comme la Galicie, vote toujours en bloc mais, contrairement à cette dernière, n'a pas de tradition démocratique et les plus grandes fraudes électorales des dernières années, tel l'ajout aux listes électorales de près d'un million d'électeurs fictifs lors du deuxième tour de scrutin de novembre 2004 – l'élément-déclencheur de la Révolution orange –, s'y sont produites (Wilson, 2005).

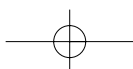
8. À l'exception de la toute première élection parlementaire, en 1990, où le *Rukh* n'avait récolté qu'un seul député en Transcarpatie et aucun en Bucovine. Il y avait cependant lieu, à l'époque, de s'interroger sur la validité des élections dans cette région (AREL, 1991).



L'Ukraine industrielle comprend aussi les provinces de Kharkiv, dotée d'un réseau important d'industries militaires, de Zaporoz'ze, célèbre pour ses barrages hydro-électriques, et de Dnipropetrovsk, spécialisée dans la métallurgie. Lors des élections polarisées de 1994 et 2004, ces trois provinces se sont rangées massivement du côté du Donbas et c'est cette tendance électorale, associée à leur degré d'industrialisation unique en Ukraine, qui incline plusieurs analystes à les inclure dans une région commune d'Ukraine de l'Est. L. Barrington et E. Herron soulignent néanmoins que, dans leurs analyses statistiques, le Donbass se différencie suffisamment à leurs yeux pour diviser en deux l'Ukraine industrielle, les trois autres provinces devenant le Centre-Est. Il est effectivement difficile de nier le caractère distinct du Donbass. Alors que Kharkiv et Dnipropetrovsk, en particulier, ont connu l'Hetmanat cosaque et produit les élites qui ont gouverné l'Ukraine soviétique, le Donbass a développé une mentalité « de frontière », entretenant une relation à la fois directe et distante avec le centre du pouvoir politique, *i.e.* Moscou sous l'URSS. La région est plus hostile à l'implantation d'écoles ukrainiennes et son vote anti-Orange est encore plus considérable que dans le Centre-Est. Sur le plan de l'organisation politique, cependant, il est important de constater que le Parti des régions, bien que dominé par des élites du Donbass, est parvenu à l'emporter décisivement dans le Centre-Est – ainsi que dans le Sud comme nous le verrons sous peu – sans avoir à lutter contre des partis originaires de Kharkiv ou de Dnipropetrovsk. Les différenciations régionales ont cédé le pas à un parti donbassien panrégional⁹.

Le Sud du pays, enfin, regroupe les provinces côtières de Kherson, Mykolaïv et Odessa, de même que la péninsule de Crimée. Chacune d'entre elles se partage entre une partie sud industrialisée et un nord agricole. Le Sud continental était un territoire très faiblement peuplé jusqu'à la défaite infligée au Khanat de Crimée – un gouvernement tatar sujet de l'Empire ottoman – par la Russie impériale dans les années 1770. Un vaste programme de colonisation fut alors lancé dans ces territoires baptisés « Nouvelle Russie » (*Novorossija*). Odessa, ville cosmopolite à très forte concentration juive, devint le troisième port de l'Empire. La Crimée, à plusieurs égards, fait bande à part. Elle est la seule province de l'Ukraine à avoir appartenu à la Russie durant la période soviétique (jusqu'en 1954), la seule abritant une majorité ethniquement russe (58 % au recensement de 2001), la seule aux prises avec une minorité ethnique politiquement mobilisée (les Tatars de Crimée, déportés en 1944, de retour depuis 1989 et formant environ 14 % de la population) et la seule à avoir connu un mouvement sécessionniste (entre 1992 et 1995). Son comportement électoral est beaucoup plus homogène que le Sud continental et, à ce titre, plus proche du Donbass, l'autre région ukrainienne à forte concentration russe.

9. Voir note 4.



En somme, dans chaque cas, les quatre grandes régions de l'Ukraine pourraient être divisées en deux, constituant ainsi huit régions. C'est l'argument de L. Barrington et E Herron sur la base d'analyses statistiques des orientations politiques. Nous croyons, toutefois, qu'il est plus utile de s'en tenir à une division quadripartite de l'Ukraine, d'abord pour des raisons pratiques : il est difficile de se représenter mentalement une communauté politique divisée en huit. Tel qu'énoncé plus haut, la construction régionale est un exercice méthodologique mais si l'outil privilégié obstrue la compréhension, l'exercice perd de son sens. En outre, l'élaboration d'échantillons représentatifs est beaucoup plus ardue lorsque les sous-unités de l'ensemble sont trop petites. Par exemple, un sondage représentatif typique effectué à la grandeur du pays ne peut pas obtenir un taux de représentation suffisant pour la seule Crimée. Au-delà de ces embûches, l'argument principal réside dans ce que nous cherchons à expliquer. En fin de compte, le comportement électoral et l'organisation des partis politiques s'expliquent très bien à l'intérieur d'un prisme de quatre régions, ce qui ne nous empêche pas de tenir compte des variations intra-régionales dans notre interprétation. Au demeurant, ces quatre régions suivent une certaine logique historique d'incorporation à l'Empire russe ou à l'Union soviétique et, dans le cas des régions de l'Est et du Sud, de colonisation des terres.

Certains auteurs remettent en question la pertinence d'une division régionale en raison de l'emplacement arbitraire des frontières qui pourraient en fait masquer une continuité dans les orientations politiques ou le comportement électoral de chaque côté de la ligne de démarcation (O'Loughlin, 2001). Les frontières ne sont-elles pas plus floues qu'une division régionale ne le présuppose ? Cette critique est valide, sans toutefois être décisive. Il faut d'abord rappeler que les matériaux à partir desquels ces régions sont construites ne sont pas eux-mêmes des constructions méthodologiques mais bien des unités administratives (les provinces, ou *oblast'*) en place depuis plusieurs décennies. L'Ukraine, contrairement à d'autres républiques ex-soviétiques tel le Kazakhstan, n'a pas procédé à une nouvelle délimitation de ses provinces. À l'intérieur des provinces, le district (*rajon*) constitue la plus petite unité administrative. Les districts frontaliers sont donc arrimés à une hiérarchie administrative distincte. La question est de savoir si, malgré leur division administrative, les districts de chaque côté d'une frontière ont davantage de points communs entre eux qu'avec les districts de leur province. Il s'agit d'une question empirique qui n'a pas encore été testée systématiquement. Les élections de 2004 et 2006 ont révélé une grande polarisation du vote tout au long de la frontière séparant l'Ouest et le Centre du pays du Sud et de l'Est, chaque province frontalière donnant une majorité écrasante à un candidat et diamétralement opposée au résultat de sa province limitrophe. Cela conduit à penser que si le découpage frontalier gomme une certaine

continuité, celle-ci aurait, somme toute, un effet bien mineur sur la répartition géographique du vote.

2. LE FACTEUR ÉCONOMIQUE

La division régionale de la politique ukrainienne a-t-elle d'abord et avant tout des origines économiques ? On pourrait le croire puisque, tel qu'indiqué plus haut, l'Ukraine anti-Orange est très industrialisée alors que la plupart des provinces de l'Ukraine orange ont gardé une vocation agricole. Mais cette simple constatation de la structure économique du pays n'explique pas en soi la polarisation du comportement électoral. Après tout, le niveau d'urbanisation dans le Sud (près de 65 %) n'est pas tellement plus élevé que dans le Centre (autour de 60 %) et un sondage effectué par le KIIS en 2004 a démontré une absence de corrélation entre l'activité des personnes interrogées et leurs orientations politiques et électorales, à l'exception des retraités opposés par principe à la Révolution orange (Arel & Khmelko, 2005)¹⁰. Ainsi donc, les ouvriers de l'Ouest votent à l'opposé de ceux de l'Est. Pourquoi ?

L'Ukraine connaît, depuis une quinzaine d'années, une transformation économique qui a eu des effets concrets, en principe objectivement mesurables, sur la condition économique des habitants ainsi que sur l'évaluation qu'ils font de leur situation et perspectives d'avenir. Un premier indice objectif est le niveau du chômage. Malheureusement, les statistiques officielles à ce sujet sont peu fiables (Birch, 2000). En 1993, au plus fort de l'hyperinflation qui ravageait l'économie ukrainienne et à quelques mois d'une élection qui polarisa le pays, le taux de chômage était officiellement inférieur à 1 %. La vague annoncée de licenciements laissa plutôt place à une pratique où les employés restaient officiellement attachés à leur entreprise afin de conserver leurs avantages sociaux – lesquels continuaient, comme à l'époque soviétique, d'être distribués par l'entremise du milieu du travail – mais recevaient un salaire de misère qu'ils devaient compenser par un travail non recensé par l'État. Cette réalité toucha toute l'Ukraine. La seule étude statistique qui prétend apporter une explication économique de la polarisation du vote de 1994 (Kravchuk & Chudowsky, 2005) commet l'erreur de confondre taux de chômage et taux de renouvellement de l'emploi (*turnover*) dans le secteur public. Les données de 1993 indiquent une

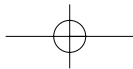
10. Ce sondage de représentativité nationale fut réalisé par le KIIS entre le 8 décembre, jour où la Cour constitutionnelle ordonna un troisième tour de scrutin aux présidentielles de 2004, et le 26 décembre, jour du vote. 2 076 individus sélectionnés de façon aléatoire dans tous les territoires de l'Ukraine furent contactés et 1 666 acceptèrent de répondre. Treize catégories d'activité furent établies et une seule, les retraités, se révéla statistiquement significative pour expliquer le vote.

certaine corrélation entre le taux de renouvellement et les régions, celui-ci étant un peu plus élevé à l'Est qu'à l'Ouest. Mais changer d'emploi a un tout autre effet, et pas nécessairement néfaste, sur la condition économique des individus que le fait de se retrouver sans emploi.

Un autre indice objectif est le niveau de revenu. La transformation postsoviétique aurait-elle touché plus durement certaines régions pour engendrer un vote de protestation ? Les données indiquent le contraire. Lors d'un sondage réalisé à quelques semaines du vote décisif de décembre 2004, aucune relation statistique significative n'a été décelée entre revenus du ménage et intention de vote (Khmelko & Arel, 2005)¹¹. Les inégalités de revenus, avec le développement d'une classe moyenne et de soi-disant « nouveaux riches », se sont pourtant beaucoup accrues au cours de la dernière décennie. Or elles se manifestent à l'intérieur de chaque région et n'expliquent pas pourquoi, par exemple, l'Est relativement pauvre et l'Est relativement riche votent en bloc pour le même candidat. Une étude récente de Malanchuk et Hrytsak (2005), comparant les villes de Donetsk (Est) et Lviv (Ouest), note qu'une masse critique d'habitants de ces deux villes privilégie une identité sociale d'homme d'affaires à une identité ethnique, religieuse ou politique. Sur la question cruciale du type de relations que l'Ukraine devrait entretenir avec la Russie, une question qui, comme nous le verrons plus loin, est déterminante pour expliquer le choix électoral, ces deux groupes aux revenus semblables et relativement élevés se distinguent néanmoins sur une base régionale.

L'Ukraine a élu son premier président, Leonid Kravtchouk, en même temps qu'elle accédait à l'indépendance par référendum, en décembre 1991. Le mandat de Kravtchouk se caractérisa par un déclin économique supérieur, toutes proportions gardées, à la Grande Dépression qui frappa l'Amérique dans les années 1930, par une inflation galopante qui atteignit le taux mensuel de 50 % et par une paralysie devant les politiques à adopter. Étant donné ce bilan économique catastrophique, on pourrait penser que les régions de l'Est et du Sud, qui ont voté massivement contre lui lors des présidentielles de 1994 et provoqué sa défaite, ont manifesté ainsi leur opposition au tournant économique de l'Ukraine. Il est vrai que tous les sondages exprimaient la désapprobation des électeurs de ces régions, profondément insatisfaits de leurs conditions économiques. Mais un niveau tout aussi élevé de désapprobation sévissait parmi les électeurs des régions de l'Ouest et du Centre qui appuyaient néanmoins le président sortant. Kubicek (2000), en analysant les sondages Eurobaromètre effectués en 1992 et 1996, constate que les résidents de toutes les régions avaient une attitude extrêmement négative à l'égard de l'économie. Khmelko (1994, cité par Hesli, Reisinger & Miller, 1998) indique que, dans les mois

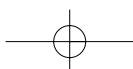
11. Voir note 10.



précédant la défaite de Kravtchouk, 71 % des électeurs dans l'ensemble de l'Ukraine considéraient la « crise économique » comme leur plus grande préoccupation. Si les élections avaient conduit à un retournement, un peu comme en Biélorussie où, au même moment, l'outsider Loukachenko écrasait le Premier ministre sortant par un score de 80 % aux présidentielles, la thèse d'un vote de rationalité économique aurait été convaincante. Mais le fait demeure que des électeurs partageant une évaluation tout aussi négative de leur environnement économique en sont venus à des conclusions diamétralement opposées dans leur choix politique.

Les élections présidentielles de 2004, quant à elles, se sont déroulées en un temps où l'Ukraine connaissait son meilleur taux de croissance économique depuis l'indépendance, atteignant le taux record de 12 % en 2004. Le produit national brut (PNB) par habitant était plus élevé, d'environ 12 %, dans les régions anti-Orange du Sud-Est que dans un Centre-Ouest farouchement pro-Orange. Mais la région la plus riche de toutes, et de loin, était Kiïv, la capitale, pourtant une forteresse pro-Orange (Åslund, 2005). Un meilleur indice du niveau de vie est le calcul du revenu par habitant. Si l'on fait exception de Kiïv, les différences régionales étaient en fait minimes (Åslund, 2005). Les salaires sont plus élevés à l'Est et particulièrement dans le Donbass, ce qui était le cas à l'époque soviétique et l'est resté dans la tourmente des premières années de l'indépendance (Birch, 2000 ; Hrytsak, 2001) ; le coût de la vie en zone industrielle est cependant plus élevé. Pourtant, l'évaluation que les citoyens ukrainiens font de leur condition économique demeure extrêmement négative partout dans le pays.

Une thèse plus probante met l'accent sur les structures socio-économiques comme facteur de dépendance dans l'orientation électorale des individus. En Union soviétique, l'individu dépendait de son lieu de travail, son « collectif » (*kollektiv*), pour avoir accès à des avantages sociaux tels les soins de santé, les vacances organisées et même l'approvisionnement en biens de consommation. Selon J. Allina-Pisano (2005), cette structure s'est largement conservée dans les provinces industrielles de l'Est et l'organisation locale des scrutins électoraux a été confiée aux mêmes personnes que celles dont les individus dépendent pour leur emploi et l'assistance sociale. Cette dépendance introduit un climat de conformisme, sinon de crainte, face aux candidats privilégiés par les autorités locales. Dans le Centre et l'Ouest agricole, à l'opposé, le système des fermes collectives s'est effondré, plongeant les individus dans une plus grande précarité mais les libérant, par là-même, de leur dépendance envers les potentats locaux. La polarisation géographique du vote lors de la Révolution orange pourrait donc s'expliquer, non par des indicateurs objectifs ou subjectifs de développement économique, mais par le contexte – ou la structure – socio-économique dans lequel les individus expriment leur préférence électorale.



Cette thèse est intrigante mais elle est difficile à démontrer. Le processus électoral en Ukraine de l'Est a été entaché de nombreuses violations lors des deux premiers tours des élections présidentielles de 2004, dûment documentées par les organisations de monitoring électoral. La fraude est le premier degré des « ressources administratives » (*adminresursy*) dont le discours politique postsoviétique parle tant. Cependant, le sujet d'Allina-Pisano n'est pas la fraude mais le contrôle du comportement électoral qui sont, pour elle, les ressources administratives les plus efficaces. Or comment démontrer que les électeurs sont empêchés d'exprimer leurs préférences véritables ? Cet argument se rapproche de la thèse marxiste de la « conscience de classe erronée » des travailleurs que leur aliénation socio-économique rend incapables de comprendre où se situe leur intérêt. Il demeure néanmoins ancré dans une réalité empirique, celle du *kollektiv*. Pour vérifier le bien-fondé de cet argument, il faudrait le comparer à la situation des électeurs de l'Est, somme toute très nombreux, qui travaillent pour une entreprise privée. Une telle étude serait éclairante mais le vote considérable pour le candidat ou parti anti-Orange laisse entrevoir la possibilité qu'un contexte de non-dépendance à l'Est n'affecte pas de façon significative le comportement électoral. Pour ce qui est des régions Orange, il convient de mentionner que le vocable « agricole » est relatif. En ne tenant pas compte de Kiïv, le taux d'urbanisation s'approche des 60 % dans ces régions et il y a lieu de se demander si la structure soviétique des *kollektiv* ne s'est pas conservée dans ces zones urbaines tout autant qu'à l'Est. Si c'est le cas, comment expliquer le vote Orange ?

Le vote rural également reste à élucider. Depuis l'instauration d'élections concurrentielles en Russie et en Ukraine en 1990, le vote paysan était initialement le plus conservateur, appuyant massivement les partis communistes ou leurs successeurs (Arel & Wilson, 1994 ; Clem & Craumer, 1995). En Ukraine, à partir des élections parlementaires de 2002, les provinces agricoles du Centre ont basculé dans le camp opposé, représenté par Iouchtchenko (Popov, 2003). Ce vote agricole, qui avait échappé à Kravtchouk en 1994, a ultimement fait la différence en 2004, permettant aux Orangistes de l'emporter. Mais est-il juste de présumer, comme le fait J. Allina-Pisano, que cette fronde paysanne s'est manifestée contre les élites locales ? Ne pourrait-on pas supposer que la véritable rupture s'est produite au niveau de ces élites, chefs de *kolkhozes* reconvertis en maires de village, face au pouvoir central ? Deux scénarios sont possibles. Ou bien les potentats locaux, avec la désagrégation du système collectiviste, ont perdu le contrôle et la paysannerie s'est insurgée contre le *statu quo* en votant Orange. Ou bien ces dirigeants ont eux-mêmes rompu avec le régime et leur électoral paysan, toujours aussi respectueux de l'autorité, a suivi les nouvelles directives venues d'en haut (mais un « en haut » tout à fait local). Une étude ethnographique de la dynamique électorale d'un village ukrainien nous permettrait de jeter un éclairage sur cette question.

3. LE FACTEUR LINGUISTIQUE

La polarisation géographique de l'Ukraine a des sources identitaires mais non dans le sens traditionnel du terme. La division n'est pas ethnique, à tout le moins pas selon les catégories établies. Depuis les premières années de l'URSS, l'État a classé ses populations selon un critère exclusif de nationalité. Les Ukrainiens ont ainsi obtenu ce que la Russie impériale leur refusait, à savoir la reconnaissance du fait qu'ils constituent une nationalité distincte des Russes. Mais dans cette pratique de la gestion des nationalités, toujours en cours en Ukraine postsoviétique, le rapport entre nationalité et langue était complexe. D'une part, l'existence d'une nationalité se légitimait par une langue propre. Les Ukrainiens étaient reconnus comme une nationalité parce qu'ils parlaient une langue considérée comme distincte. D'autre part, la détermination de la nationalité d'un individu ne dépendait pas de sa langue mais de ses origines, c'est-à-dire de la nationalité de ses parents (Zaslavsky & Luryi, 1979). Un individu pouvait ainsi être de langue russe et se définir néanmoins comme Ukrainien. Cet exemple n'est pas l'exception mais la règle en Ukraine du Sud-Est où la très grande majorité des Ukrainiens utilisent le russe dans la vie de tous les jours. Les habitants de cette région parlent russe mais ne sont pas majoritairement de nationalité russe, près des deux tiers d'entre eux se définissant plutôt comme Ukrainiens. Même au Donbass, la région continentale qui compte le plus de Russes, les Ukrainiens sont en majorité, avec un peu plus de 50 %. La seule province à majorité russe est la péninsule de Crimée qui appartenait, comme on l'a dit, à la République de Russie jusqu'en 1954. La polarisation de 2004-2006 tout comme celle de 1994 n'a pas opposé les « Russes » et les « Ukrainiens » : Iouchtchenko et Ianoukovitch ou Kravtchouk et Koutchma avaient tous en commun d'être de nationalité ukrainienne.

La division du pays est liée au facteur linguistique, bien qu'encore une fois, il soit nécessaire de sortir des sentiers battus des catégories établies pour mieux saisir cette dynamique. Depuis le recensement impérial de 1897 jusqu'au premier recensement ukrainien de 2001, la langue des individus a toujours été évaluée selon le critère de la *ridna mova* (*rodnoj jazyk* en russe) (Arel, 2002). Des auteurs ont soutenu que la plupart des gens associaient ce concept à une langue d'origine, c'est-à-dire la langue de leur nationalité, plutôt qu'à la langue dans laquelle ils ont grandi et qu'ils préfèrent utiliser (Silver, 1986). La traduction usuelle de *ridna mova* est « langue maternelle ». Or le concept de « langue maternelle » est équivoque et peut renvoyer à la première langue apprise à la maison, une définition acceptée par l'ONU, ou à la langue de confort d'un adulte, comme le veut la coutume des pays germanophones. *Ridna mova* a cependant une connotation de descendance, souvent comprise comme origine nationale. Langue d'origine, ou *native language* en anglais, nous semble ainsi être une traduction plus appropriée.

Le fait qu'un grand nombre d'Ukrainiens pour qui le russe est la langue d'usage s'identifient à l'ukrainien comme langue d'origine est un phénomène important en soi, indiquant un certain degré d'attachement à leur nationalité, mais cela n'explique pas la polarisation du vote. La plupart des études (Cramer & Clem, 1999 ; Birch, 2000 ; Kravchuk & Chudowsky, 2005) affirmant que la variable linguistique n'affecte pas de façon significative le comportement électoral s'appuyaient sur les données des recensements relatives à la langue d'origine. Comme Arel et Khmelko (1996) l'avaient déjà montré dans leur analyse des élections de 1994, ni la langue d'origine ni, au demeurant, la nationalité ne sont en corrélation avec la division régionale. Au recensement de 2001, 14,8 % des individus de nationalité ukrainienne ont indiqué le russe comme langue d'origine, la grande majorité de ces personnes vivant dans le Sud-Est. Cependant, les deux tiers des Ukrainiens de ces régions désignent malgré tout l'ukrainien comme langue d'origine. Même en tenant compte des Russes, qui donnent presque tous le russe comme langue d'origine, et des résidents d'autres nationalités, les personnes de langue d'origine ukrainienne restent, dans l'ensemble, majoritaires mais tout juste. D'un côté, les habitants du Centre-Ouest sont à très forte majorité de langue d'origine ukrainienne. De l'autre, ceux du Sud-Est se partagent entre le russe et l'ukrainien. La distinction régionale est donc importante mais elle n'explique pas la bipolarité électorale.

C'est lorsque la variable linguistique est abordée comme une langue d'usage qu'une relation s'établit entre langue et comportement électoral. Comme toute catégorie linguistique, le concept de langue d'usage est équivoque. L'interprétation que nous lui donnons dans cet article est celle d'une langue qu'un individu préfère utiliser dans un contexte où un choix linguistique est possible. Il ne s'agit donc pas de déterminer la connaissance qu'un individu peut avoir d'une ou de plusieurs langues ou encore la langue qu'il doit utiliser au travail puisque, dans ces deux cas, l'usage d'une langue ne relève pas nécessairement d'un choix. La langue d'usage ou langue de préférence présume un choix. En Ukraine, aucune statistique officielle n'existe à ce sujet, les seules données rassemblées étant celles sur la langue d'origine. Toutefois, depuis une douzaine d'années, les sociologues du KIIS ont développé une technique qui capture cette dynamique de préférence linguistique en se fondant sur la langue sélectionnée par un enquêté au moment d'un sondage. Le portrait tracé par cette catégorie diffère sensiblement de celui offert par les données du recensement. Alors qu'au Centre-Ouest, la différence est minime et que la grande majorité préfère l'ukrainien, au Sud-Est, la grande majorité préfère le russe (même si beaucoup continuent d'identifier l'ukrainien comme leur langue d'origine).

Lorsque la catégorie linguistique se rapporte à un comportement (le choix d'une langue dans un contexte d'interaction formelle) plutôt qu'à une affirmation identitaire (langue d'origine comprise comme langue de sa nationalité), le pays devient sociologiquement polarisé en une moitié Centre-Ouest largement ukrainophone et une moitié Sud-Est largement russophone. Les études statistiques d'Arel et Khmelko (1996, 2005) ont démontré que cette catégorie de langue de préférence est en très forte corrélation avec le comportement électoral lors des élections présidentielles de 1994 et 2004, les deux scrutins qui ont polarisé géographiquement le pays. De toutes les variables démographiques et autres telles l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, l'activité professionnelle, le revenu, la nationalité et la langue, la langue de préférence s'est avérée statistiquement la plus significative. L'argument n'est pas que les citoyens ukrainiens votent toujours en fonction de la langue qu'ils préfèrent parler. Cela n'a été le cas ni des élections présidentielles de 1991 et 1999 ni de l'ensemble des élections parlementaires, sauf la dernière de 2006. Aussi, D. Arel et V. Khmelko avancent-ils que seule la langue de préférence apporte une explication statistique lorsqu'il y a une polarisation géographique dans un scrutin. La question est donc de savoir pourquoi dans certaines élections, mais pas dans d'autres, la langue se met à agir comme un facteur décisif.

L. Barrington (1997, 2002a, 2002b, 2006) s'est avéré le critique le plus pertinent de la thèse du facteur linguistique dans la politique ukrainienne. Sa contribution principale est d'ordre méthodologique. Le concept de région, note-t-il, est souvent pensé en termes purement démographiques lorsqu'un clivage linguistique, nationalitaire ou religieux correspond à une division territoriale. Cette approche composite, dans laquelle la distinction régionale est synonyme de distinction identitaire, ne permet pas de concevoir que le lieu de résidence en tant que tel, au niveau de la « région », puisse avoir des effets autonomes sur la politique. Il existe pourtant une abondante littérature, principalement sur le Sud des États-Unis, consacrée au concept de « culture politique régionale » qui ne se réduit pas à des caractéristiques démographiques. Arel et Khmelko (1996), affirme-t-il, n'ont pas cherché à savoir si leur variable linguistique gardait sa signification statistique première lorsqu'elle était confrontée à une variable régionale séparée. En d'autres termes, qu'est-ce qui explique le mieux la division géographique : la langue ou la région en tant que telle ? L. Barrington, dans ses premiers écrits, soutenait que la variable régionale l'emportait sur la variable linguistique.

Ce chercheur accepte l'argument que la catégorie linguistique qui compte est celle de la langue de préférence. À l'exception d'un texte antérieur sur la question (1997), les travaux qu'il publie utilisent des bases de données de sondage compilées par le KIIS que co-dirige Khmelko, rendant le débat très fertile. Barrington (2002a) a d'abord testé les variables lin-

guistique et régionale en relation avec des questions portant sur la confiance des citoyens ukrainiens en leurs institutions politiques et le degré auquel, selon eux, le régime postcommuniste s'est transformé dans ses relations avec les citoyens. Ses résultats statistiques indiquent que la variable régionale joue un rôle de premier plan dans la distribution des réponses alors que la valeur explicative de la langue de préférence est relativement faible. Mais cet exercice n'est pas concluant parce que les questions posées n'abordent pas la dimension produisant une polarisation géographique.

Dans leur étude, D. Arel et V. Khmelko (1996) ont identifié la dimension « russe » comme étant à la source de cette polarisation. Cette dimension couvre deux espaces : sur le plan extérieur, elle touche à la question générale de l'orientation de l'Ukraine face à la Russie, sur le plan intérieur, elle se manifeste autour de celle du statut de la langue russe. Les citoyens de l'Ukraine ont des points de vue différents sur ces questions selon leur langue de préférence. Comme nous l'avons dit plus haut, leurs orientations autour de cet axe « russe » ne sont pas polarisées au sens d'une opposition géographique en deux parties puisque les régions du Centre occupent une position mitoyenne entre l'Ouest, d'une part, et le Sud-Est, de l'autre. Mais lorsque la dimension russe est effectivement saillante au moment d'une élection, leur choix électoral n'en produit pas moins une polarisation. Le degré de confiance dans les institutions et la perception d'une certaine transformation du régime politique ont cependant peu à voir avec la problématique russe. Comme les données de Barrington l'indiquent, la méfiance est généralisée au sein de la population, quoique à un niveau un peu moins élevé à l'Ouest¹². La conviction que « rien n'a vraiment changé » est également ancrée un peu partout, l'Ouest et le Centre-Est se distinguant légèrement. Cette étude confirme la faible légitimité des institutions postsoviétiques sans toutefois donner des pistes pour expliquer la division électorale ou même le taux de participation, qui demeure relativement élevé.

Dans un texte ultérieur, L. Barrington (2002b) a abordé la dimension russe de front en analysant les données d'une question portant, dans le cadre d'un sondage, sur le degré de distance que l'Ukraine devrait garder par rapport à la Russie. Les résultats ont nettement différencié l'Ukraine de l'Ouest de toutes les autres régions du pays. Encore une fois, la langue de préférence s'est avérée un facteur nettement plus faible que la région pour expliquer la variation des données. La langue est en fait moins importante que la nationalité, argumente-t-il, puisque, à propos de cette question de distance par rapport à la Russie, « l'opinion des Ukrainiens russophones est beaucoup plus proche de celle des Ukrainiens ukrainophones que de

12. Sur le très faible niveau de confiance exprimée par la population de l'Ukraine envers ses institutions, voir également BERENSON, 2006.

celle des russophones d'autres nationalités ». Dans une communication récente (Barrington & Faranda, 2006), Barrington a de nouveau exploré la dimension russe dans les orientations politiques des citoyens ukrainiens et, cette fois, le facteur linguistique s'est détaché avec beaucoup plus de force, au point que les russophones, qu'ils soient de nationalité russe ou ukrainienne, « se distinguent grandement » des ukrainophones. Dans ses écrits, il cherche à démontrer que la catégorie régionale en tant que telle – la « culture régionale » mentionnée plus haut – l'emporte sur toutes les autres pour comprendre la dynamique politique en Ukraine. La communication de 2006 le prétend toujours, sauf que cette prééminence régionale ne se fait plus aux dépens de la catégorie linguistique puisque les deux catégories sont désormais significatives. La langue de préférence est tout aussi importante que le facteur régional.

Il reste à se demander pourquoi la langue n'était pas un facteur lors de la première étude (Barrington, 2002b). Les questions posées à l'occasion des deux sondages constituant la base empirique de ces travaux successifs n'étaient pas identiques. Le premier sondage semble avoir utilisé une approche dichotomique où les personnes interrogées devaient se prononcer pour ou contre l'indépendance de l'Ukraine et pour ou contre la proposition selon laquelle l'Ukraine devrait entretenir des relations minimales avec la Russie. Le problème est que la dimension russe ne se manifeste pas, dans la politique ukrainienne, en termes aussi radicaux. Même si un noyau dur de citoyens de l'Est reste hostile à l'indépendance et préférerait que « l'Ukraine et la Russie forment un seul État » – une des options offertes dans les sondages du KIIS –, la très grande majorité des citoyens ukrainiens (près des quatre cinquièmes) et la grande majorité de ceux habitant au Sud-Est (plus des deux tiers) ne remettent pas en question l'indépendance de l'Ukraine¹³. L'orientation pro-russe des régions du Sud-Est ne doit pas être confondue avec un mouvement sécessionniste parce que la majorité de la population s'y définit comme ukrainienne de nationalité. L'exception à la règle est la Crimée, précisément parce qu'elle est la seule province à majorité russe. D'autre part, l'Ukraine de l'Ouest est la seule région d'orientation nettement anti-russe en raison de sa culture politique spécifique développée sous l'Autriche-Hongrie. L'approche

13. Depuis 1994, le KIIS inclut la question suivante dans les nombreux sondages représentatifs qu'il effectue chaque année: « Comment envisagez-vous les relations entre l'Ukraine et la Russie? (a) Elle doivent être les mêmes qu'avec tous les autres pays : avec des frontières fermées, des visas et des tarifs douaniers ; (b) L'Ukraine et la Russie doivent être des pays indépendants, mais amis : avec des frontières ouvertes, sans visas, ni tarifs douaniers; (c) L'Ukraine et la Russie doivent s'unir en un seul État ». En septembre 2004, à un mois des élections présidentielles, seuls 20 % de la population étaient favorables à la troisième option, soit 12 % des électeurs du Centre-Ouest et 29 % de ceux du Sud-Est. Données communiquées par Valeri Khmelko du KIIS.

dichotomique met en relief les extrêmes (Galicie, Crimée) mais ne rend pas compte de la polarisation géographique qui s'est manifestée en 1994 et 2004. C'est probablement une des raisons pour lesquelles l'impact de la langue de préférence était si faible dans la première étude de Barrington. Lorsque des résultats opposent la Galicie au reste de l'Ukraine, le rôle de la langue s'estompe nécessairement puisque les Ukrainiens du Centre, presque tous ukrainophones, se rangent dans l'autre bord.

Le concept de langue de préférence semble présupposer un choix linguistique clair entre une langue ou une autre. En réalité, beaucoup d'Ukrainiens passent constamment d'une langue à l'autre et souvent à l'intérieur d'une même phrase. Ce brassage de langues est connu sous le nom de *suržyk*, un terme qui évoque une mixture de denrées agricoles et est sévèrement réprouvé par l'élite culturelle ukrainienne qui y voit une forme insidieuse de « russification » (Bilaniuk, 2005). Le *suržyk* n'est pas le fait des personnes véritablement bilingues mais plutôt de celles dont la connaissance d'une deuxième langue est faible. C'est principalement le cas de paysans ukrainiens fraîchement arrivés en ville qui tentent de parler russe mais avec une très forte inflexion ukrainienne et, phénomène tout à fait nouveau et encore peu répandu, de russophones forcés de parler ukrainien mais avec un haut degré d'interférence linguistique russe. Pour pallier les critiques selon lesquelles la langue de préférence ne tenait pas compte de la mixture des parlers sur le terrain, le KIIS a affiné ses critères en créant une catégorie intermédiaire, entre « russe » et « ukrainien », pour les sondés linguistiquement hybrides, c'est-à-dire parlant un mélange des deux langues dans leurs entretiens avec les enquêteurs.

Les données cumulatives du KIIS, tirées d'une douzaine de sondages effectués au cours de l'année 2004 – ce qui représente donc un échantillon très large –, révèlent que 14 % des habitants de l'Ukraine parlent le *suržyk* (contre 38 % qui parlent ukrainien et 48 %, russe) (Arel & Khmelko, 2005). Dans les deux études de L. Barrington sur la langue et le « facteur russe », seule la deuxième, fondée sur des données compilées en 2005, incorporait la catégorie *suržyk*. Selon lui, c'est peut-être la raison pour laquelle cette nouvelle étude considérait la variable linguistique comme un facteur explicatif de division régionale (Barrington & Faranda, 2006) – contrairement à la première qui n'incluait pas le *suržyk*. Il y a lieu d'en douter. Dans leur analyse de l'élection présidentielle de 2004, D. Arel et V. Khmelko (2005) ont simultanément utilisé une version restrictive de la langue de préférence (ukrainien ou russe) et une version plus large (ukrainien, russe, mixte). Dans les deux cas, la variable linguistique s'est avérée très nettement significative, avec un léger avantage, il est vrai, pour la version inclusive.

L'incorporation du critère *suržyk* nous permet toutefois de mieux comprendre certaines dynamiques électorales fondamentales. Comme le révèle les statistiques du KIIS, le *suržyk* est concentré dans cinq régions d'Ukraine, qui ne sont pas contiguës mais ont toutes la particularité de se trouver dans une aire de contact entre deux zones linguistiques. Il s'agit des provinces russophones de Mykolaïv et Kherson, agricoles dans leurs parties nord et jouxtant les provinces ukrainophones de l'Ukraine du Centre-Ouest, de la province ukrainophone et agricole de Kirovohrad, limitrophe de l'Ukraine du Sud, et des provinces agricoles ukrainophones de Sumy et Černihiv à la frontière de la Russie. Quatre de ces cinq provinces sont précisément celles qui ont soit basculé d'un camp à l'autre en 1994 et 2004 (Sumy, Cernihiv et Kirovohrad ont voté pour Koutchma en 1994 et pour Iouchtchenko en 2004), soit ont été près de le faire (Kherson était la seule province en 2004 où la lutte restait serrée entre les deux candidats) tandis que Mykolaïv a tout de même offert un score relativement élevé à Kravtchouk en 1994 et à Iouchtchenko en 2004. Dans un contexte de polarisation régionale, il semble exister une certaine corrélation entre l'incertitude linguistique (le mélange des langues) et la possibilité d'un glissement politique d'un camp à l'autre.

4. LE FACTEUR ETHNIQUE

La population de l'Ukraine se partage essentiellement entre deux nationalités, ukrainienne et russe, et quelques minorités peu nombreuses, concentrées dans des provinces frontalières (Tatars de Crimée, Roumains/Moldaves, Hongrois). Les Ukrainiens prédominent nettement, avec 78 % de la population. La proportion des Russes a considérablement chuté entre les recensements de 1989 et 2001, passant de 22 à 17 %. Seuls 5 % des habitants se réclament d'une autre nationalité, aucune d'entre elles n'atteignant la barre de 1 %. Les Russes d'Ukraine se retrouvent surtout au Sud-Est mais ils ne forment que 30 % de la population, contre 65 % d'Ukrainiens, et sont minoritaires dans toutes les provinces, sauf en Crimée. Dans l'Ukraine du Centre-Ouest, on ne compte que 7 % de Russes contre 88 % d'Ukrainiens. La polarisation régionale ne peut ainsi s'expliquer par l'affiliation ethnique.

Tout comme la catégorie de la langue d'origine, la catégorie de la nationalité, utilisée dans les recensements soviétiques et ukrainiens et, jusqu'au milieu des années 1990, dans les papiers d'identité personnels (passeports internes), a une portée explicative limitée. En classant leurs populations selon un critère exclusif de nationalité ethnique, les dirigeants soviétiques ont accepté les prémisses de tout discours nationaliste, à savoir qu'un individu ne peut avoir qu'une seule nationalité. Or dans la vie quotidienne, les

identités nationales ne sont pas toujours tranchées de façon aussi nette, particulièrement lorsque les individus proviennent de foyers mixtes, avec des parents de nationalité différente. En Ukraine, les mariages mixtes entre Ukrainiens et Russes sont très courants, surtout à l'Est où le taux d'urbanisation est le plus élevé. Un Ukrainien de l'Est a de plus fortes chances d'avoir un parent russe qu'un Ukrainien de l'Ouest. Jusqu'à quel point cette lignée biethnique a-t-elle une incidence sur les identités nationales ? Une thèse assez répandue voudrait que la plupart des enfants de mariages mixtes se soient fait inscrire comme Russes à l'époque soviétique dans le cadre de la politique de russification mais si c'était vrai, comme nous le verrons sous peu, l'Ukraine du Sud-Est serait de majorité russe. Ainsi que l'a montré une étude comparant la nationalité des parents dans les passeports internes à celle de leurs enfants, une majorité d'enfants de parents ukrainiens-russes ont reçu la nationalité russe, mais cette majorité était mince – 55 % (Volkov, 1989).

Le KIIS a cherché à savoir dans quelle mesure les individus pourraient s'identifier à deux nationalités si on leur donnait le choix. La méthode retenue est celle d'une question à cinq options (1 à 5) où les choix numériquement extrêmes représentent ceux qui ne s'identifient qu'à une seule nationalité (ukrainienne ou russe) ; le choix intermédiaire concerne ceux qui s'identifient à part égale comme Ukrainien et Russe ; les deux autres indiquent une double affiliation mais avec une préférence pour l'une ou l'autre (ukrainienne et russe, mais davantage ukrainienne ; ukrainienne et russe, mais davantage russe). Cette technique de représentation des identités nationales par gradations a été appliquée depuis quelques décennies par J. Linz et A. Stepan dans des sociétés multinationales telles la Belgique et la Catalogne (Stepan, Linz & Yadav, à paraître). Les habitants de ces territoires ont des identités ethniques (flamandes, catalanes) et civiques (belge, espagnole). Linz et Stepan s'intéressent à la relation qu'entretiennent ces identités. Les discours nationalistes présument que les individus s'identifient, ou devraient s'identifier s'ils possédaient la conscience nationale adéquate, d'abord à leur nationalité ethnique. Les enquêtes de Linz et Stepan révèlent, cependant, qu'une pluralité de résidents de la Flandre ou de la Catalogne préfèrent s'identifier à la fois comme Flamand/Catalan et Belge/Espagnol. Pour les auteurs, les mouvements autonomistes flamands et catalans ne sont pas devenus sécessionnistes en raison de ce double attachement des populations concernées.

Le cas de l'Ukraine est un peu différent puisque, contrairement à ces pays multinationaux de l'Occident que nous venons de mentionner, le mot définissant l'identité civique et l'identité ethnique titulaire est le même (Ukrainien : *ukrainskyi*). À la question, « Qui êtes-vous ? », la réponse « Je suis Ukrainien » pourrait signifier soit « Je suis de citoyenneté ukrainienne », soit « Je suis de nationalité ethnique ukrainienne ». Les chercheurs

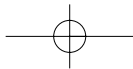
du KIIS se sont plutôt concentrés sur les identités biethniques. Dans le contexte postsoviétique, leur question n'était pas équivoque car elle se référait au concept de nationalité (*nacional'nist'* en ukrainien, *nacional'nost'* en russe) dont le sens ne laisse aucun doute à la population. Les résultats de leur enquête sont saisissants (Arel & Khmelko, 2005). Pendant que l'Ukraine du Centre-Ouest reste massivement ukrainienne – 83 % de la population se définissent exclusivement comme des Ukrainiens et 14 % seulement, en partie ou exclusivement, comme des Russes –, l'Ukraine du Sud-Est bascule radicalement du côté des identités au moins partiellement russes. Au recensement de 2001, seuls 30 % des habitants du Sud-Est se définissaient comme de nationalité russe mais, lorsque la possibilité leur est offerte de choisir plus qu'une nationalité, 60 % des habitants de l'Est et du Sud s'identifient, en partie ou exclusivement, à la nationalité russe et 35 % se perçoivent uniquement comme Ukrainiens. Une certaine polarisation régionale réapparaît donc – 83/14 contre 40/60 – mais de façon moins prononcée, toutefois, que la corrélation entre le vote de la Révolution orange et la langue de préférence¹⁴.

Les statistiques sur les identités biethniques peuvent s'interpréter de deux manières. Nous venons de mettre en contraste les identités exclusivement ukrainiennes et les identités au moins partiellement russes parce que cette division s'approche du comportement électoral, l'objet de notre étude. Nous pourrions aussi comparer les identités biethniques avec les identités nationales homogènes, qu'elles soient ukrainienne ou russe. Au Sud-Est, 41 % de la population se réclame, à un certain degré, à la fois de la nationalité ukrainienne et de la nationalité russe, une proportion près de quatre fois supérieure à celle du Centre-Ouest (10,9 %). Les biethniques sont plus nombreux que ceux qui se définissent exclusivement comme ukrainiens (35 %) ou russes (19 %). Leur proportion la plus élevée se trouve précisément au Donbass, le cœur de l'agitation anti-Orange, où elle atteint les 50 %. Ainsi l'Ukraine de Ianoukovitch est formellement ukrainienne de nationalité et de langue d'origine (*ridna mova*) mais, avec des outils d'analyse plus appropriés, elle se transforme en une Ukraine de langue russe (langue de préférence) et d'identité biethnique ukrainienne/russe. Vues sous cet angle, les régions ukrainiennes ne sont pas polarisées sur une base identitaire puisqu'une Ukraine à identité homogène (le Centre-Ouest) fait face à une Ukraine à identité partagée (le Sud-Est).

14. Bien entendu, il y a des distinctions régionales dans chaque zone : la proportion des « exclusivement Ukrainiens » est plus élevée à l'Ouest qu'au Centre, et plus élevée au Sud (sauf la Crimée) qu'à l'Est. L'identité nationale russe est beaucoup plus consolidée en Crimée qu'au Donbass puisque les « exclusivement Russes » se maintiennent à 52 % en Crimée et chutent autour de 20 % dans le Donetsk.

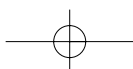
Un individu s'identifiant aux deux groupes ethniques peut-il avoir une conscience binationale forte ? L'expérience de l'Ukraine de l'Est suggère que non. Plusieurs auteurs ont noté le faible niveau d'attachement à des identités nationales dans les régions biethniques d'Ukraine. Pour Pirie (1996), l'identité des Ukrainiens du Sud-Est est « marginale », le produit d'une identification « instable » et « vacillante ». L'attachement à une langue autre que celle de sa nationalité formelle est une cause, pour lui, de cette confusion identitaire. Dans une étude effectuée auprès de parents et d'élèves d'une école de Kharkiv, à l'Est, O. Filippova a découvert que ceux pour qui « ma nationalité [ethnique] n'a pas grande signification » étaient pratiquement aussi nombreux que ceux qui la jugeaient importante. Elle range les premiers au nombre des « ethniquement indifférents », ceux-ci s'identifiant davantage sur une base régionale qu'ethnique. Les Ukrainiens interrogés se considèrent ainsi plus proches des Russes de l'Ukraine de l'Est que des Ukrainiens de l'Ukraine de l'Ouest. Les Russes d'Ukraine de l'Est, quant à eux, s'identifient davantage aux Ukrainiens de l'Est qu'aux Russes de Russie ou aux Ukrainiens de l'Ouest. Des sondages effectués à Donetsk (Hrytsak, 2001) ont confirmé le faible niveau de conscience nationale parmi les Russes d'Ukraine. Dans le discours nationaliste ukrainien typique en Ukraine, le projet de construction nationale du pays est présenté comme inachevé puisque les Ukrainiens de l'Est n'ont pas encore acquis le seuil approprié de conscience nationale. Ce que ces enquêtes nous apprennent, cependant, est que le degré d'identification nationale est aussi peu élevé chez les Russes que chez les Ukrainiens en Ukraine du Sud-Est, à l'exception, encore une fois, de la Crimée. Les conséquences de la biethnicité ne sont pas à sens unique.

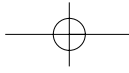
Les Russophones de l'Est, qu'ils se présentent comme Russes ou Ukrainiens, ont traditionnellement privilégié une identité supra-ethnique, autrefois impériale puis soviétique. En 1994, près de la moitié des résidents du Donetsk préféraient une identité soviétique à une identité ethnique lorsque des enquêteurs les confrontaient à ce choix (Hrytsak, 2001). Inévitablement, cette catégorie soviétique a par la suite pratiquement disparu des représentations identitaires (Hrytsak & Malanchuk, 2005) et aucune catégorie d'identification à un espace supra-ethnique et supra-étatique n'est venue la remplacer, mais l'attachement à un tel espace, même en l'absence d'un mot pour le décrire, est resté capital. Pour S. Shulman (2004), cet espace est celui des Slaves de l'Est que l'auteur présente même comme une identité nationale, en opposition à l'identité nationale des Ukrainiens au sens ethnique du terme. Les Slaves de l'Est partagent une vision commune de leur histoire et ne se reconnaissent pas dans la trame nationaliste véhiculée par l'identité ukrainienne ethnique qui oppose Ukraine et Russie. Le nœud du problème, tel que cerné avec justesse par T. Zhurzhenko (2002), est que les Ukrainiens de l'Est ne se considèrent



pas « comme les victimes d'un pouvoir étranger imposé mais comme des agents actifs de leur propre histoire ». Dans la vision nationaliste, les Ukrainiens ont été les victimes de la Russie tsariste et soviétique. Les Ukrainiens de l'Est, selon Zhurzhenko, « refusent d'accepter ce message anti-russe ». À cet égard, le contraste entre Lviv et Donetsk est frappant. À l'affirmation « La Russie nous a toujours exploités », 66 % des résidents de Lviv ont, en 1994, répondu positivement tandis que 72 % des résidents de Donetsk manifestaient leur désaccord (Malanchuk, 2005).

Les Slaves de l'Est, dans l'analyse de Shulman, englobent tous les territoires de l'Ukraine soviétique d'avant la Deuxième Guerre mondiale, incluant ainsi l'Ukraine du Centre et excluant la seule Ukraine de l'Ouest. Dans un article sur la division culturelle pro-russe et pro-occidentale en Ukraine, K. Darden (2004) est du même avis. Pour ces auteurs, la ligne de démarcation n'est donc pas linguistique mais d'origine religieuse, mettant en relief l'Ukraine catholique, confinée à la Galicie, et l'Ukraine orthodoxe. Il est vrai, comme on l'a vu *supra*, que sur la question du type de relations que l'Ukraine doit entretenir avec la Russie, l'Ukraine du Centre a une position beaucoup plus favorable à la Russie que l'Ukraine de l'Ouest. L'étude récente de Barrington et Faranda (2006) place l'Ukraine du Centre à mi-chemin entre l'Ouest, d'une part, et l'Est et le Sud, de l'autre. Sur la « question russe », les Ukrainiens du Centre peuvent, tout bien considéré, sembler relativement pro-russes. Mais cette ambivalence ne les empêche pourtant pas d'appuyer massivement des partis tels que « Notre Ukraine » ou le Bloc Timochenko dont le discours est perçu à l'Est comme hostile à la Russie. La structure ethnique de l'Ukraine du Centre apporte peut-être la clé de ce puzzle. Tant dans les provinces du Centre que dans celles de l'Ouest, l'écrasante majorité de la population s'identifie exclusivement comme ukrainienne. Birch (2000) nous a montré comment les Ukrainiens de l'Ouest ont historiquement voté selon un critère ethnique. Il est fort possible que, dans la décennie actuelle, les Ukrainiens du Centre aient développé un comportement similaire de « vote ethnique ». En dépit d'une orientation plus favorable à la Russie, les Ukrainiens du Centre limitent leur horizon politique à des partis capables de communiquer avec une base ethniquement homogène, même si ces partis sont plus radicaux relativement à la question russe. Des partis issus d'un milieu biethnique, comme le Parti des régions, bien que leur programme ne soit pas nécessairement éloigné des préoccupations de ces Ukrainiens, n'en apparaissent pas moins comme étrangers à la culture locale. Le discours politique des Slaves de l'Est pénètre très peu le territoire ethniquement homogène de l'Ukraine.





5. LES IMPLICATIONS DE LA DIVISION RÉGIONALE DE L'UKRAINE

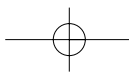
Trois pistes de réflexion se dégagent de notre analyse. La première est que la division régionale, loin d'être un phénomène transitoire lié au processus de construction de la nation, est durable et sert de point d'ancrage autour duquel la politique de l'Ukraine post-Orange s'articule. La deuxième est que le régionalisme en Ukraine ne constitue pas un danger pour l'intégrité territoriale du pays, à l'exception, pour le moment bien théorique, d'une Crimée non réconciliée avec sa subordination ukrainienne. Ce que recherchent les élites et la population russophones de l'Est est l'inclusion et non la séparation. La troisième est que les langues en Ukraine sont le symbole d'identités enracinées dans un milieu régional façonné par l'Histoire. La langue est la marque d'une motivation fondamentale en politique : la reconnaissance par l'Autre. Dans l'Ukraine pluraliste post-Orange, russo-phones et ukrainophones n'ont pas encore établi les règles de leur reconnaissance mutuelle. Ces trois pistes sont abordées à tour de rôle.

5.1. LA DURABILITÉ DE LA DIVISION RÉGIONALE

Les nationalistes ukrainiens déplorent que les Ukrainiens du Sud-Est préfèrent parler le russe et sont convaincus que la formation de la nation ukrainienne n'est pas encore achevée, mais cette vision téléologique du développement national ukrainien est un leurre. Le nombre considérable de mariages mixtes au cours du dernier siècle a produit une structure biethnique en Ukraine du Sud-Est. Cette structure n'a pas engendré une nouvelle nationalité mais plutôt une identité qui réunit un attachement variable à la nationalité ukrainienne, une préférence pour la langue russe et le sentiment d'une certaine destinée commune avec le monde russe, sans traduire pour autant une volonté de faire partie de la Russie. L'enquête de Filippova (1999), citée plus haut, est révélatrice : les Ukrainiens et les Russes de l'Est se sentent bien loin des Ukrainiens de l'Ouest mais tout aussi loin des Russes de Russie. Ce « facteur russe » (langue russe, orientation vers la Russie) n'est donc pas un facteur d'assimilation à une identité russe cohérente puisque seulement 40 % environ des Russes recensés se déclarent « exclusivement Russes » dans les sondages du KIIS¹⁵. Il explique cependant, en grande partie, la polarisation régionale électorale qu'a connue l'Ukraine en 1994, 2004 et 2006.

Lorsque deux candidats ou formations politiques sont perçus par l'opinion publique comme promouvant des politiques opposées sur le statut des langues et sur l'orientation extérieure de l'Ukraine, les électeurs du Sud-Est et du Centre-Ouest se polarisent. En 1991, lors de la pre-

15. Encore une fois, la Crimée se démarque clairement de ce point de vue. Près de 90 % des habitants se déclarant Russes au recensement s'identifient exclusivement à la nationalité russe, tandis que la proportion chez les autres Russes d'Ukraine n'est que de 30 %.



mière élection présidentielle, qui coïncidait avec le référendum sur l'indépendance, la question d'une redéfinition des relations entre l'Ukraine et la Russie ne se posait pas encore et Leonid Kravtchouk, déjà premier personnage politique en tant que président du Parlement, l'a emporté haut la main¹⁶. En 1994, Kravtchouk était perçu par l'électorat russophone comme opposé à la Russie. En 1999, la présence d'un candidat communiste non réformiste au deuxième tour a scindé l'électorat de l'Est en deux, mettant en veilleuse le facteur russe. En 2004, le fait que les trois partis d'opposition appuyant Iouchtchenko ne représentaient que les régions du Centre-Ouest a aliéné l'électorat du Sud-Est qui a perçu la Révolution orange comme une conspiration illégitime fomentée par l'Occident. En 2006, pour la première fois, la polarisation régionale est apparue lors d'une élection parlementaire en raison de l'adoption d'un système électoral à la proportionnelle pure. Le Parti des régions parle au nom de l'ensemble des provinces du Sud-Est et la division régionale est à présent implantée dans l'arène parlementaire. Elle est durable parce qu'elle repose sur une structure identitaire (biethnique, linguistique, référents historiques) qui a fort probablement très peu changé au cours des quinze années de l'indépendance de l'Ukraine¹⁷.

5.2. LE MIRAGE DE LA SÉCESSION

La division régionale durable en Ukraine ne constitue pas un danger pour l'intégrité territoriale du pays. Il n'y a aucune équivoque à ce sujet, si ce n'est le cas de la Crimée¹⁸. Depuis les premières années de l'indépendance, la mobilisation politique régionale à l'Est émane du Donetsk. Des grèves de mineurs du Donetsk ont contraint le gouvernement à organiser une élection présidentielle anticipée en 1994 et le Parti communiste

16. Kravtchouk l'avait emporté au premier tour avec 57 %. Son seul opposant sérieux, Viacheslav Chornovil, avait bénéficié d'un certain soutien (26 %), surtout limité à l'Ukraine de l'Ouest. Il peut sembler paradoxal d'affirmer que l'indépendance ne remettait pas en question les relations entre l'Ukraine et la Russie. Pourtant, à l'extérieur de l'Ukraine de l'Ouest, les gens croyaient que rien n'allait changer, sinon le statut formel des territoires et la fin du diktat bureaucratique de Moscou.

17. La proportion des Russes d'Ukraine est passée de 22 % au recensement de 1989 à 17 % au recensement de 2001, une chute causée par des flots migratoires et, peut-être, par un certain transfert identitaire, en particulier, par une plus grande proportion d'enfants de mariages mixtes optant pour la nationalité ukrainienne (RAPAWY, 1997). Nous ne disposons pas de données nous permettant de comparer la structure biethnique de l'Ukraine du début des années 1990 à celle d'aujourd'hui. Mais comme les mariages mixtes constituent une tendance démographique de longue durée, il est permis de douter que cette structure ait connu des changements significatifs depuis une décennie.

18. La Crimée a connu un mouvement sécessionniste entre 1992 et 1995, qui s'est terminé par l'abolition de l'institution présidentielle en 1995 et la reconnaissance, confirmée par la Constitution de 1996, d'une autonomie territoriale. Depuis dix ans, aucun mouvement politique majeur n'a remis en question le *statu quo* mais il n'est pas impossible que le sécessionnisme connaisse un deuxième souffle.

ukrainien, depuis son quartier général de Donetsk, est devenu, la même année, le premier parti politique en nombre de députés. Les communistes ont depuis laissé la place au Parti des régions. Ses dirigeants proviennent pratiquement tous du Donetsk mais ils bénéficient d'un énorme soutien dans tout le Sud-Est¹⁹. Selon les données du KIIS sur la structure biethnique, évoquées précédemment, le Donetsk est le berceau de la biethnicité, avec 48 % de la population s'identifiant, à divers degrés, à la fois aux nationalités ukrainienne et russe, 29 % se définissant comme uniquement Ukrainiens et 20 % seulement comme uniquement Russes. Cela signifie que plus des trois quarts des électeurs du Donetsk, ceux-là mêmes qui ont voté à 95 % pour Ianoukovitch lors du dernier tour, non frauduleux, des élections de 2004, éprouvent un certain degré d'identification à la nationalité ukrainienne.

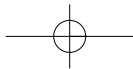
Cet attachement identitaire engendre un attachement territorial. En 1994, seuls 5 % des résidents du Donetsk étaient partisans d'une division de l'Ukraine en États séparés (Hrytsak, 2001). La même année, lorsque le gouvernement de Crimée s'est prononcé en faveur de la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la province, les députés de toutes les autres régions, y compris ceux du Donetsk, s'y sont opposés en bloc. Il est vrai qu'un noyau dur préférerait voir l'Ukraine et la Russie « s'unir dans un seul État », ce qui est un rejet de l'indépendance mais non par le biais d'un séparatisme territorial. Selon les données du KIIS, ce noyau dur constituait 47 % de l'électorat des provinces ayant voté majoritairement pour Kravtchouk en 1994. Dix ans plus tard, il avait fondu à 29 % de l'électorat des provinces pro-Ianoukovitch, soit le Sud-Est²⁰. La majorité de la population du Donetsk et, plus généralement, de l'Ukraine du Sud-Est est favorable à une Ukraine indépendante dont l'orientation générale serait pro-russe. De fait, elle veut se sentir incluse dans les décisions du gouvernement ukrainien la concernant.

Lorsque la mobilisation populaire « Orange » a empêché la confirmation de la victoire frauduleuse de Viktor Ianoukovitch au terme du deuxième tour de scrutin en novembre 2004, les élites du Parti des régions, sentant le pouvoir leur échapper, ont convoqué un Congrès dans une localité du Donetsk pour discuter de l'octroi de l'« autonomie »²¹ au régions russo-phones. Chefs de file orangistes et commentateurs occidentaux ont présenté cette initiative comme une incitation au « séparatisme » et un complot

19. Voir note 4.

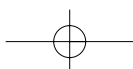
20. Les provinces pro-Koutchma en 1994 comprenaient quatre provinces du Centre (les trois de la Rive Gauche, ainsi que Kirovohrad). Au niveau national, la proportion des gens favorables à une union entre l'Ukraine et la Russie est passée de 34 % en 1994 à 20 % en 2004.

21. Le terme employé en russe et en ukrainien est *Avtonomija*. Si ce concept d'« autonomie » n'est guère explicite en politique, notons qu'il ne saurait néanmoins être synonyme de « sécessionisme ».



d'élites travaillant contre les intérêts de leur population. Il ne fait nul doute que l'initiative venait « d'en haut » puisque la culture politique à l'Est reste autoritaire et hiérarchique. Néanmoins, il est très symptomatique du déni orangiste de la réalité du problème régional que toute revendication en faveur d'une « autonomie » ou d'un « fédéralisme » en Ukraine – et c'est ce que les « Régionaux » évoquaient en novembre 2004 – est immanquablement associée à une « menace séparatiste », passible, comme le président Iouchtchenko l'a lui-même déclaré à plusieurs reprises, de poursuites judiciaires. L'Europe, à laquelle l'Ukraine aspire à se joindre, encourage pourtant l'autonomie des collectivités locales et les pratiques fédérales. Il est fort probable que l'État ukrainien ne soit pas encore prêt à absorber un mode de fonctionnement fédéral (Kappeler, 2004) ou que l'intolérance de la Russie à la souveraineté nationale ukrainienne ne le rende pas viable. Toujours est-il que, dans le climat politique actuel, il n'est même pas permis d'en discuter calmement. Les Orangistes soupçonnent les Régionaux de jouer la carte sécessionniste alors qu'en fait, ceux-ci cherchaient depuis leur déroute de novembre 2004 à se protéger contre des décisions unilatérales venues d'un gouvernement où ils n'avaient pas voix au chapitre.

Lorsque des élections polarisent un pays sur une base territoriale, l'exclusion du parti perdant, normale dans un jeu démocratique, peut se transformer en exclusion permanente d'un territoire entier, un phénomène inquiétant pour l'intégrité politique du pays. Le premier cabinet Orange, sous la gouverne de Timochenko, ne comportait que quatre ministres sur trente originaires du Sud-Est. La première coalition parlementaire après les élections de 2006 aurait réuni trois partis (« Notre Ukraine », Bloc Timochenko, Socialistes) dont moins de 10 % des députés provenaient du Sud-Est. La première ébauche du partage des commissions parlementaires, avant la débandade du camp Orange et la perte de sa majorité parlementaire en juillet 2006, aurait totalement exclu le Parti des régions et donc le Sud-Est. Les Régionaux n'ont cessé de soutenir qu'un gouvernement national ne peut exclure la moitié du pays, au sens territorial du terme. Cet argument n'a jamais paru crédible aux Orangistes parce que ces derniers tendent à nier la légitimité de leurs adversaires du Parti des régions, soupçonnés d'avoir perpétré des actes répréhensibles à l'époque de Koutchma. Les élites « régionales », tout aussi entachées d'un passé suspect qu'elles puissent être, n'en jouissent pas moins d'une légitimité électorale incontestée dans le Sud-Est depuis les élections parlementaires de 2006. Leur refuser cette légitimité revient à refuser à leur électorat le droit de choisir ses dirigeants. L'électorat russophone est de fait extrêmement sensible au peu de considération que les Orangistes lui accordent. Loin de désirer la séparation, l'Ukraine du Sud-Est se rebelle contre l'exclusion qu'elle ressentait jusqu'au retour au pouvoir du Parti des régions à l'été 2006.



5.3. LA LANGUE COMME OUTIL DE REPRÉSENTATION POLITIQUE

La relation entre la langue et le politique en Ukraine est liée aux deux sens du concept de représentation. Par la langue, les gens se représentent un système de valeurs, de codes et de signification du monde ambiant. La langue, dans cette acception, sert de dispositif pour filtrer, sélectionner et interpréter l'information sur les événements qui préoccupent les locuteurs (Barrington, 2004). Arel et Khmelko (1996, 2005) ont démontré que la langue de préférence est la variable sociologique qui explique le mieux la polarisation électorale qu'a connue l'Ukraine en 1994 et 2004. Cela ne signifie pas que la politique linguistique en tant que telle constituait un enjeu majeur des élections mais, plutôt, que la langue des électeurs façonnait leur préférence électorale. Le facteur linguistique est enraciné dans une réalité régionale. C'est ici que l'argument de Barrington sur la spécificité du facteur régional prend tout son sens. Il ne suffit pas de parler russe pour « penser comme un russophone ». La ville de Kïïv, très russophone et votant pourtant toujours aux antipodes du Donetsk, en est l'exemple même. Le filtre linguistique s'est développé dans un contexte régional avec ses références historiques et sa structure identitaire propre. Les russophones de l'Est ont une filiation identitaire (biethnique) distincte des russophones de Kïïv issus, en grande partie, d'une souche ukrainienne homogène. Dans ces travaux, L. Barrington insiste sur l'autonomie du régional comme facteur explicatif. Il a raison d'affirmer que le facteur régional ne peut simplement se réduire au facteur linguistique. Comme il le laisse entrevoir dans ses derniers écrits, nous devons plutôt nous concentrer sur la relation entre la spécificité régionale et la langue de préférence. Les deux éléments comptent. Un russophone de l'Est ne vote pas simplement comme un russophone – nous parlons bien entendu d'une tendance lourde, pas d'un automatisme au niveau individuel – mais comme un russophone et un habitant de l'Est. Le fait de vivre à l'Est donne un contenu au filtre créé par la langue.

Le deuxième niveau de représentation est celui de l'action politique au nom d'un groupe. Ce niveau se rapproche du concept de reconnaissance. Les russophones du Sud-Est veulent être reconnus pour ce qu'ils sont. Ils décodent très bien les allusions provenant des milieux orangistes ; celles-ci, parfois explicites, souvent implicites, évoquent l'insuffisance de leur conscience nationale et, partant, dépeignent les russophones comme des êtres incapables de comprendre leurs propres intérêts. Ces derniers se rebiffent contre ce qu'ils considèrent être une condescendance des Orangistes envers eux. Ils désirent, tout au contraire, être reconnus comme égaux, « non comme objets de re-nationalisation, mais comme des gens dont le droit à une version distincte de l'identité ukrainienne est reconnu » (Zhurzhenko, 2002). C'est à travers ce prisme qu'il faut examiner les demandes répétées, et reformulées au printemps 2006, de donner au russe le statut d'une deuxième langue officielle. Les russophones le réclament,

non parce qu'ils sont empêchés de parler leur langue en public – l'usage du russe, bien au contraire, est quasi-hégémonique en Ukraine du Sud-Est –, mais parce que ce statut leur donnerait la confirmation, symbolique, qu'ils comptent autant que les ukrainophones du Centre-Ouest dans la politique ukrainienne.

Les russophones, en revanche, sont peu réceptifs au fait que l'ukrainien, dont l'usage public fut proscrit *de jure* par la Russie tsariste et *de facto* par l'Union soviétique après la guerre, reste, à bien des égards, une langue socialement moins prestigieuse dans la vie de tous les jours. Les rapports linguistiques sont toujours asymétriques dans le sens que le groupe dont la langue est socialement favorisée n'a pas à être bilingue puisque le groupe dont la langue a un statut social inférieur est forcé d'apprendre la langue prestigieuse. L'expérience internationale de la gestion des langues nous enseigne que, dans ce cas, le compromis politique passe par la reconnaissance de la langue socialement minoritaire comme seule langue officielle pour inciter les locuteurs de la langue socialement dominante à devenir bilingues. Le fait que l'Ukraine n'a qu'une seule langue d'État, l'ukrainien, est ainsi parfaitement conforme aux normes internationales et ce compromis constitutionnel a été accepté par les élites russophones lors de l'adoption de la Constitution en 1996. Le statut du russe au niveau régional n'a cependant jamais été clarifié et c'est l'enjeu des revendications linguistiques depuis la Révolution orange. Un compromis pourrait être une Ukraine unilingue au sommet mais officiellement bilingue dans ses régions avec, toutefois, une nette prédominance du russe au Sud-Est et de l'ukrainien au Centre-Ouest. Il s'agit d'une solution soutenue par une pluralité d'Ukrainiens, toutes régions confondues, dans les sondages d'opinion. Mais ce compromis irait à l'encontre d'un précepte central du nationalisme ukrainien pour qui le russe est une langue « étrangère » au sol ukrainien. C'est précisément cette vision qui repousse les biethniques du Sud-Est qui désirent être reconnus tels qu'ils sont.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLINA-PISANO Jessica (2005), « Informal Institutional Challenges to Democracy: Administrative Resource in Koutchma's Ukraine », communication présentée au First Annual Danyliw Seminar in Contemporary Ukrainian Studies, Chaire d'études ukrainiennes, Université d'Ottawa.

AREL Dominique (1991), « The Parliamentary Blocs in the Ukrainian Supreme Soviet: Who and What do they Represent? », *Journal of Soviet Nationalities*, 1, pp. 108-154.

AREL Dominique (2002), « Interpreting 'Nationality' and 'Language' in the 2001 Ukrainian Census, » *Post-Soviet Affairs*, 18, pp. 213-249.

AREL Dominique (à paraître), « Orange Ukraine Chooses the West, But Without the East », in Ingmar Bredies, Valentin Yakushik, and Andreas Umland, eds., *Aspects of the Orange Revolution. Studies, Reports and Documents on the 2004 Ukrainian Presidential Elections*, Stuttgart and Hannover: ibidem-Verlag.

AREL Dominique & KHMELKO Valeri (1996), « The Russian Factor and Territorial Polarization in Ukraine », *The Harriman Review*, 9, pp. 81-91.

AREL Dominique & KHMELKO Valeri (2005), « Regional Divisions in the 2004 Presidential Elections in Ukraine: The Role of Language and Ethnicity », communication présentée au First Annual Danyliw Seminar in Contemporary Ukrainian Studies, Chaire d'études ukrainiennes, Université d'Ottawa.

AREL Dominique & WILSON Andrew (1994) « The Ukrainian Parliamentary Elections », *RFE/RL Research Report*, 3, pp. 6-17.

ÅSLUND Anders (2005), « The Economic Policy of Ukraine after the Orange Revolution », *Eurasian Geography and Economics*, 46, pp. 327-353.

BARRINGTON Lowell W. (1997), « The Geographic Component of Mass Attitudes in Ukraine », *Post-Soviet Geography and Economics*, 38, pp. 601-614.

BARRINGTON Lowell W. (2002a), « Examining Rival Theories of Demographic Influences on Political Support: The Power of Regional, Ethnic, and Linguistic Divisions in Ukraine », *European Journal of Political Research*, 41, pp. 455-491.

BARRINGTON Lowell W. (2002b), « Region, Language, and Nationality: Rethinking Support in Ukraine for Maintaining Distance from Russia », in Taras Kuzio and Paul d'Anieri, eds., *Dilemmas of State-Led Nation Building in Ukraine*, Westport, CT: Praeger, pp. 131-46.

BARRINGTON Lowell W. (2004), « Language, Ethnicity, and Region as Sources of Identity and Determinants of Political Behavior in Ukraine: What we Know and what we still Need to Do », communication présentée au séminaire « Understanding the Transformation of Ukraine: Assessing what has been Learned, Devising a Research Agenda », Chaire d'études ukrainiennes, Université d'Ottawa. Disponible sur le site http://www.ukrainianstudies.uottawa.ca/pdf/P_Barrington.pdf

BARRINGTON Lowell W. & HERRON Erik S. (2004), « One Ukraine or Many? Regionalism in Ukraine and its Political Consequences », *Nationalities Papers*, 32, pp. 53-86.

BARRINGTON Lowell W. & FARANDA Regina (2006), « Are 'Interaction Effects' More Important than the 'Regional Effect'? Reexamining Region, Ethnicity, and Language in Ukraine », communication présentée au Tenth ASN Annual World Convention, Columbia University.

BERENSON Marc P (2006), « Don't Mess with Taxes! How Poles, Russians and Ukrainians Pay their Dues », communication présentée à l'International Graduate Student Symposium on New Perspectives on Contemporary Ukraine, University of Toronto.

BILANIUK Laada (2006), *Contested Tongues: Language Politics and Cultural Correction in Ukraine*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

BIRCH Sarah (1995), « Electoral Behaviour in Western Ukraine in National Elections and Referendums, 1989-91 », *Europe-Asia Studies*, 47, pp. 1145-1176.

BIRCH Sarah (2000), « Interpreting the Regional Effect in Ukrainian Politics », *Europe Asia Studies*, 52, pp. 1017-1041.

BRUBAKER Rogers (1996), *Nationalism Reframed*, Cambridge, UK: Cambridge University Press.

CLEM Ralph S. & CRAUMER Peter R. (1995), « The Politics of Russia's Regions: A Geographical Analysis of the Russian Election and Constitutional Plebiscite of December 1993 », *Post-Soviet Geography*, 36, pp. 67-86.

CRAUMER Peter R. & CLEM James (1999), « Ukraine's Emerging Electoral Geography: A Regional Analysis of the 1998 Parliamentary Elections », *Post-Soviet Geography and Economics*, 40, pp. 1-26.

DARDEN Keith (2004), « The Ukrainian Divide », *YaleGlobal*, 29 November ; <http://yaleglobal.yale.edu/display.article?id=4936>.

FILIPPOVA Olga (1999), « Ukrainians and Russians in Eastern Ukraine: Ethnic Identity and Citizenship in the Light of Ukrainian Nation-Building », communication présentée au colloque « Nationalism, Identity, and Minority Rights », University of Bristol, disponible en ligne aux adresses suivantes : <http://web.archive.org/web/20040117121205/> et <http://www.unl.ac.uk/ukrainecentre/WP/12.html>.

GELLNER Ernest (1983), *Nations and Nationalism*, Ithaca, NY: Cornell University Press.

HESLI Vicki L., REISINGER William M. & MILLER Arthur H. (1998), « Political Party Developments in Divided Societies: The Case of Ukraine », *Electoral Studies*, 17, pp. 235-256.

HIMKA John-Paul (1988), *Galician Villagers and the Ukrainian National Movement in the Nineteenth Century*, New York: St.Martin's Press.

HRYSTAK Yaroslav (2001), « National Identities in Post-Soviet Ukraine: The Case of Lviv and Donetsk », in Zvi Gitelman, Lubomyr Hajda, John Paul Himka, and Roman Solchanyk, eds., *Cultures and Nations in Central and Eastern Europe. Essays in Honor of Roman Szporluk*, Cambridge, MA: Harvard Ukrainian Research Institute, pp. 263-281.

KAPPELER Andreas (2004), « Bürgerkrieg höchst unwahrscheinlich. Mit dem Wiener Ordinarius für osteuropäische Geschichte sprach Burkhard Bischof », *Die Presse* (Vienna), 2 December.

KHMELKO Valeri (1994), « Peredvyborči nastroi mis'koho naselennia Ukraïny » (Orientations pré-électorales de la population urbaine d'Ukraine), *Polityčnyi portret Ukraïny*, 6, pp. 5-6.

KHMELKO Valeri (2006), « Čerez ščo politikam vdaïet'sia rozkoliuvaty Ukraïnu » (Comment les politiciens parviennent à diviser l'Ukraine), *Dzerkalo tyždnia*, 24 (603), 24-30 June.

KRAVCHUK Robert S. & CHUDOWSKY Viktor (2005), « Ukraine's 1994 Elections as an Economic Event », *Communist and Post-Communist Studies*, 38, pp. 131-165.

KUBICEK Paul (2000), « Regional Polarisation in Ukraine: Public Opinion, Voting and Legislative Behaviour », *Europe-Asia Studies*, 52, pp. 273-294.

MAGOSCI Paul Robert (1999), *On the Making of Nationalities there is no End. Vol. 1: Carpatho-Rusyns in Europe and North America*, Boulder, CO: East European Monographs.

MAGOSCI Paul Robert (2002), *The Roots of Ukrainian Nationalism. Galicia As Ukraine's Piedmont*, University of Toronto Press.

MALANCHUK Oksana (2005), « Social Identification versus Regionalism in Contemporary Ukraine », *Nationalities Papers*, 33, pp. 345-368.

MALANCHUK Oksana & HRYSTAK Yaroslav (2005), « A Tale of Two Cities: L'viv and Donets'k—Ten Years Later », communication présentée au Ninth ASN Annual World Convention, Columbia University.

O'LOUGHIN John (2001), « The Regional Factor in Contemporary Ukrainian Politics: Scale, Place, Space, or Bogus Effect? », *Post-Soviet Geography and Economics*, 42, pp. 1-33

PIRIE Paul S. (1996), « National Identity and Politics in Southern and Eastern Ukraine », *Europe-Asia Studies*, 48, pp. 1079-1104.

POPOV Aleksei (2003), « Sud'ba vyborov reshilas' v Kryžopoliakh » (L'issue des élections s'est décidée à Kryžopoli), *Kievskij telegraf*, 20 février.

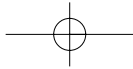
RAPAWY Stephen (1997), « Ethnic Reidentification in Ukraine », *IPC Staff Paper*, n° 90, Washington, DC: International Programs Center, Population Division, US Bureau of the Census.

SHULMAN Stephen (2004), « The Contours of Civic and Ethnic National Identification in Ukraine », *Europe-Asia Studies*, 56, pp. 35-56.

SILVER Brian D. (1986), « The Ethnic and Language Dimensions in Russian and Soviet Censuses », in Ralph S. Clem, ed., *Research Guide to the Russian and Soviet Censuses*, Ithaca, NY: Cornell University Press, pp. 70-97.

STEPAN Alfred, LINZ Juan & YADAV Yogenda (à paraître), « Nation State » or « State Nation »: *Theoretical Reflections and Data from Spain, Belgium, and India*.

TUCKER Joshua (2005). « Enough! Electoral Fraud, Collective Action Problems, and the "2nd Wave" of Post-Communist Democratic Revolutions », communication présentée au First Annual Danyliw Seminar in Contemporary Ukrainian Studies, Chaire d'études ukrainiennes, Université d'Ottawa.



VOLKOV Andrei G. (1989), « Etničeski smešannye sem'i v SSSR: dinamika i sostav » (Les familles ethniquement mixtes en URSS : dynamique et composition), *Vestnik statistiki*, 7, pp. 12-22 ; 8, pp. 8-24.

WILSON Andrew (2005), *Ukraine's Orange Revolution*, New Haven, CT: Yale University Press.

ZASLAVSKY Victor & LURIY Yuri (1979), « The Passport System in the USSR », *Soviet Union*, 6, pp. 137-153.

ZHURZHENKO Tatyana (2002), « The Myths of Two Ukraines », *Eurozine*, 19 September ; <http://www.eurozine.com/articles/2002-09-17-zhurzhenko-en.html>.

